

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

CONTRE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

L'UNION SACRÉE EST FAITE !

La Chambre a approuvé, samedi, par 439 voix contre 2, la politique extérieure du gouvernement. Ce vote, la démission d'Eden, les éléments connus des conversations anglo-italiennes constituent un ensemble grave de faits, l'indication d'un pas de plus fait par le capitalisme dans la voie d'un étranglement de la révolution espagnole.

La reconnaissance de la belligérance, accordée aux fascistes ibériques en échange d'un retrait — théorique — d'infinies forces militaires, leur permettrait de réaliser un blocus presque absolu des contrées républicaines, d'interdire toutes leurs communications maritimes avec l'étranger. Ceci, joint à la fermeture de la frontière des Pyrénées, au maintien d'un trafic libre entre le Portugal et l'Espagne, assurerait la défaite des armées républiques et ses redoutables conséquences pour le prolétariat ibérique.

conflict avec plus de chances de succès, d'autre part, et surtout la possibilité de supprimer en Espagne toute collectivisation. La formation, aux frontières de la France, d'un troisième Etat fasciste ne diminuerait en rien le danger de guerre, bien au contraire.

Les positions du bloc italo-allemand, ses possibilités seraient, du point de vue militaire, notamment améliorées. Ces avantages seraient accrus encore par le maintien de l'occupation italienne des Baléares qui figure parmi les demandes de l'Italie.

Les nations totalitaires, dès le moment où leurs chances de victoire dans un conflit devraient indiscutables, n'hésiteraient pas longtemps à déclencher ce dernier.

La politique d'Eden, en ce qui concerne les événements d'Espagne, politique appuyée jus-

qu'ici par le gouvernement français, n'était certes point, elle non plus, une politique de paix ; elle pouvait amener l'exacerbation des oppositions entre les Etats dits démocratiques et les puissances fascistes, oppositions qui portent en elles un germe de guerre.

La modification d'attitude de l'Angleterre, acceptée, ou plus exactement subie par le gouvernement français qui ne veut à aucun prix affaiblir l'union des deux Etats devant la menace italo-allemande, change les conditions dans lesquelles se prépare un conflit général, c'est tout !

Ce qui demeure, ce qui domine de haut pour nous toute l'évolution de la politique européenne, c'est l'union des pays capitalistes, quel que soit leur régime, pour l'écrasement de la Révolution sociale en Espagne !

Le gouvernement Chautemps au service des dictatures

Par ordre du ministère de l'Intérieur une réunion organisée par l'Union Anarchiste a été supprimée. Cette interdiction fait suite aux poursuites engagées contre notre mouvement et ses militants. Elle n'est que la continuation logique de la répression du gouvernement contre nous. Doutreau est en prison, notre gérant est poursuivi. Et pour conclure une réunion où devaient parler Patorni et Tremont à Saint-Ouen sur :

Pourquoi nous ne tendrons jamais la main aux catholiques, est interdite.

Sont-ce des gages ou une contre-partie donnés aux staliniens soumis à la politique extérieure de l'U. R. S. S. ?

Est-ce l'accord franco-russe militaire qui a joué par le truchement de la rue Lafay ?

Quoi qu'il en soit nous continuerons à faire ce que nous considérons comme une œuvre de salubrité prolétarienne :

Dénoncer LA MAIN TENDUE comme préface à la préparation psychologique des masses à l'union sacrée, à la guerre.

Malgré les fossoyeurs du mouvement ouvrier, nous continuerons sans relâche.

Nous savons que cette interdiction est liée étroitement à l'interdiction du meeting Thaelmann.

Goup double pour le gouvernement, il contente les staliniens et les tenants de la politique extérieure française.

Car il donne des gages au P. C. et à Hitler, permettant ainsi une équivoque dont il est le seul bénéficiaire.

La peur de la guerre ne doit pas nous faire oublier la lutte antifasciste

Depuis plus de trois ans, et surtout depuis la fameuse déclaration de Staline, nous n'avons cessé, au Libertaire, d'alerter le prolétariat contre les dangers de guerre. Nos déclarations n'ont jamais été à équivoque. Nous nous sommes affirmés contre toute guerre, quel qu'en soit le prétexte. La motion votée à notre dernier Congrès en fait foi, et malgré ce que certains veulent insinuer, nous sommes et restons toujours d'irréductibles adversaires de la guerre, mais cela ne nous empêche pas de nous étonner des positions prises par certains pacifistes.

La paix à tout prix, entendons-nous répé-

ter constamment, même au prix de toutes les concessions, eh bien ! non, cette thèse n'est pas notre thèse, ce qui ne veut pas dire qu'en certains cas nous accepterions la guerre entre les Etats.

Nous sommes, avant tout, des ouvriers révolutionnaires, et c'est pourquoi nous n'accepterons jamais la guerre ; mais si nous sommes contre les guerres impérialistes, nous sommes pour la guerre civile, et c'est pourquoi nous ne ferons jamais notre formule : « Mieux vaut faire un fasciste qu'un mort. »

Mieux vaut faire un fasciste qu'un mort ; mais alors, c'est la social-démocratie allemande qui avait raison en capitulant devant Hitler, et nos camarades de la C.N.T. qui avaient tort en se dressant les armes à la main contre Franco. C'est la condamnation de l'insurrection révolutionnaire, car pour ceux qui tomberont en poussant la logique jusqu'au bout, il vaudrait mieux être vivant en régime capitaliste qu'être mort en régime libertaire. C'est l'acheminement vers toutes les capitulations.

Le côté tragique de la situation présente réside dans le fait que le capitalisme international montre, comme toujours, un esprit de classe farouche, alors que le prolétariat ou plus exactement les partis qui veulent parler en son nom abdiquent toute conception de classe.

Hilter a parlé ; il a, selon son habitude, affirmé fortement ses revendications. Conséquence, Chamberlain se sépare de son ministre des Affaires étrangères Eden. Immédiatement crise, protestations et approbations dans le clan bourgeois comme dans le clan ouvrier. Certains pacifistes voient même dans la politique de Chamberlain le moindre mal. En engageant des conversations avec Mussolini et Hitler, il éloignerait l'échéance fatale.

En réalité Chamberlain fait la politique de la City. Pour nous, ces divergences politiques n'ont qu'une importance secondaire, puisqu'elles font évidemment conduire à une vitesse plus ou moins rapide au même but : le massacre collectif.

On peut même dire que la bourgeoisie apparaît stupide, lorsqu'elle semble sacrifier son intérêt national au profit de son intérêt de classe ; en réalité, elle a raison. Elle donne même une grande leçon au prolétariat.

Toute la presse de gauche s'est réjouie du vote d'unanimité qui a clôturé le débat sur la politique étrangère au Palais-Bourbon. Tous les partis dits ouvriers demandent que l'union de tous les Français se réalise pour lutter contre le péril extérieur. N'est-ce pas risible de voir ces partis qui osent encore se réclamer d'internationales mener une telle politique. Le plus risible encore est de voir la bourgeoisie se montrer récalcitrante et se refuser à la grande union sacrée.

Elle le fait en connaissance de cause. La politique extérieure pèse terriblement sur la politique intérieure, elle est cause de beaucoup de capitulations du Front populaire. Pour ne pas donner au monde l'impression que l'homme est vaincu par le Pouvoir, qu'il ne le conquiert pas.

MAX STEPHEN.

(Lire la suite page 3.)

Le POPULAIRE proteste contre le procès de Moscou.

Bien sûr. Mais la répression stalinienne ne s'exerce pas seulement à Moscou...

A bas l'amateurisme

Il n'est pas une organisation, prolétarienne ou bourgeoisie, qui n'ait consacré une grosse somme de ses efforts à la formation de militants.

Pour tous les partis, le besoin d'avoir des propagandistes avertis et munis d'un « bagage » solide s'est manifesté impérieusement.

L'example du parti communiste envoyant en Russie ses membres les plus actifs et les plus intelligents prendre pendant plusieurs années des cours à l'Institut « Marx-Lénine », les efforts de la S.F.I.O. pour attirer ses militants à l'« Ecole socialiste » et d'autre part le tapage fait par les « Républicains nationaux » autour de leurs cours d'orateurs sont autant de manifestations de cette nécessité.

Ne nous attardons pas à discuter de la valeur des organismes cités, de la qualité de l'éducation qui y est donnée. Préoccupons-nous plutôt de savoir si ce qui est indispensable aux autres partis l'est également pour nous.

Le problème ainsi posé est net : L'Union Anarchiste souffre-t-elle du manque de militants ? Si oui, quelles sont les possibilités de remédier au plus tôt à cet état de fait ? Il n'est hélas que trop facile de répondre à la première question. Oui, l'Union Anarchiste manque de militants. Ce n'est pas rendre un mauvais service à l'organisation que de dire à tous ses membres qu'elle pourrait faire beaucoup plus si tous appartenaient dans le combat l'ardeur suivie qu'apportent quelques-uns. Ce n'est pas non plus être pessimiste et je n'ai, pour ma part, aucune envie de l'être au moment où l'Union Anarchiste est en progression continue.

Je constate simplement que cette progression pourrait être plus accélérée à la valeur d'une propagande plus intense. Si chacun est convaincu de cette vérité élémentaire et sent bien toute l'importance de ce problème, il n'est plus difficile de régler la seconde question.

Nous pouvons, en effet, remédier très rapidement à un état de fait dont nous ne sommes pas les premiers à souffrir.

Surtout n'allons pas, dans les œuvres des théoriciens et des philosophes, chercher la solution au problème qui nous préoccupe. Cette solution est en nous. Elle ne dépend que de la volonté de tous les membres de l'organisation.

L'insuffisance de propagandistes fait que ce sont les mêmes camarades qui, continuellement, sont sollicités par les groupes, par les fédérations, par les sections d'usines, pour faire le travail de l'organisation.

Prenons, par exemple, la propagande orale, la plus importante, la plus urgente et celle qui demande au militant la plus grande activité.

(Lire la suite page 2.)

RINGEAS.

La paix dépend des travailleurs

Le gouvernement a donc agi sagement en renforçant encore la Défense Nationale. P. Thierry (Tribune des Fonctionnaires)

Nous exprimons, en épigraphie, le sentiment d'un organisme syndicaliste. Mais nous pourrions multiplier les citations de journaux du Front Populaire. Elles sont, hélas ! toutes concordantes et, depuis le fameux discours de Rivel, elles expriment en toute impudeur, l'opinion des dirigeants actuels du prolétariat français. Si effarante que puisse être une telle constatation, il convient d'en prendre acte : les états-majors des partis et des syndicats, sous l'influence de la démagogie communiste et débordés par elle, poussent de toutes leurs forces au surarmement et à la guerre. S'ils viennent de manquer la dernière occasion que leur offraient la tentative de Berchtesgaden et le discours de Hitler, ils comptent bien utiliser de prochains événements internationaux.

Ceux-ci se produiront nécessairement. Nous exprimons, la semaine passée, l'angoisse que falsifie naître la politique française au cas où elle eût reçu l'appui du gouvernement britannique. Cet appui s'est dérobé et, du même coup, le péril a été momentanément écarté. Le récent débat devant la Chambre française a permis que se fit jour toute la déconvenue qu'en éprouvaient les communistes : la même que ressentait Bismarck avant l'envol de la dépêche d'Ems. Gabriel Péri s'en fit l'interpréte en regrettant que la France eût manqué de fermeté et de surarmement mondial.

On sait où il doit nécessairement conduire. Nos communistes et nos socialistes ne l'ignorent pas. Ils pensent que la

guerre est inévitable et ils l'acceptent d'un cœur, sinon léger, du moins sans remords. De plus en plus complètement, ils intègrent leur action de parti dans l'action nationale. Sans remords, ils se vendent, pieds et poings liés à l'impérialisme. Ils parlent des intérêts, des frontières, des colonies de la France. Ils s'inquiètent de voir la diplomatie de la France à la remorque. Ils s'impatientent de sourdes et éparses résistances, qui se produisent au sein de la classe ouvrière. Leurs journaux commencent à stigmatiser certains pacifistes belges qui préfèrent la servitude à la mort. Ils préfèrent la mort... des autres, quelque nouvel holocauste auprès duquel le dernier ne fut qu'une timide anticipation.

Ils désirent donc que soit définie une politique française susceptible de rendre confiance à nos anciens alliés. Assurément, les conversations anglo-italiennes ne donneront rien, et rien non plus les avances du gouvernement de Londres à l'Allemagne. Hâtons-nous de le reconnaître et prenons notre parti d'une politique de contrainte s'appuyant sur la S.D.N. Telle est la thèse. Elle n'est qu'en partie à rejeter. Certes, nous n'augurons, nous non plus, rien de bon de ces échanges de vues entre les gouvernements et nous tenons pour impossible un nouveau pacte à Quatre. Encore une fois une telle politique réclamerait des concessions tangibles que les Etats nantis ne voudront jamais faire. Mais est-ce une raison pour que nous nous inclinions devant la fatalité de la guerre ?

Cette paix que les gouvernements ne peuvent pas faire, n'appartient-il pas aux travailleurs d'en jeter les bases ? Cette vue des choses n'est point utopique. Elle s'appuie sur la tradition internationale du prolétariat. Mais elle demande pour se réaliser beaucoup de courage : le courage qu'il faut pour reconnaître qu'on s'est trompé tout au long de vingt années de paix impérialiste, le courage qu'il faut pour refaire du neuf sur les ruines de tous les mensonges qu'entretenaient les pourvoyeurs de charniers, le courage qu'il faut pour vivre, ce qui est bien plus difficile que mourir.

Ce courage-là, est-ce que le prolétariat français ne l'a pas ?

LASHORTES.

A bas l'« amateurisme »

(Suite de la 1^{re} page.)

Beaucoup de camarades, sollicités par un organisme local ou fédéral pour prendre la parole dans un meeting, pour aller porter la contradiction dans une réunion adverse se rentraient derrière leur manque de connaissances. Combien en avons-nous entendu qui, habitués aux intenses ouvertures, à la discussion avec les copains-d'atelier ou de chantier, nous disaient lorsque nous leur demandions de nous accompagner à la tribune : « Moi, je ne suis pas assez calé ; je n'ai pas assez lu d'écrits doctrinaux — et enfin ce suprême argument — l'avais le trac ! »

Certes, nous ne nions pas la nécessité d'une bonne éducation pour les militants. Je citois tout à l'heure des expériences de nos adversaires et je suis convaincu que l'Union Anarchiste devra accentuer ses efforts dans ce domaine. Pour former des militants, une « école anarchiste » est une condition indispensable. Mais ce serait vraiment mal comprendre le problème que le restreindre à cette question.

Le mal n'est pas là.

Je pourrais citer des camarades qui n'ont pas dévoré les œuvres des théoriciens, des ouvriers qui seraient très ennuyés d'avoir à donner une appréciation personnelle sur le style de Marx, de Lénine ou de Bakounine et qui sont cependant des propagandistes, des agitateurs devant lesquels nombreux de grands stratèges nourris de textes et de citations doivent s'incliner.

La doctrine anarchiste s'apprend sur le lieu du travail, dans toutes les phases de l'exploitation du prolétariat beaucoup plus efficacement que dans les livres.

Etre un militant c'est avant tout une question de volonté.

Bien entendu, il ne saurait être question de considérer comme militant sérieux, comme propagandiste, celui qui se trouve pleinement satisfait lorsqu'il a bavardé dans un groupe ou remis au trésorier le prix de sa cotisation.

Celui qui n'est jamais libre pour effectuer le travail pratique, qu'on ne voit jamais dans les assemblées, le jeune camarade qui va au bal ou au cours de chant lorsque son groupe a des affiches à coller, des tract à distribuer, un service d'ordre à assurer, des fascistes à corriger, tous ceux qui se dérobent sans cesse au travail qu'exige notre propagande sont des poids morts pour l'organisation.

Un vrai militant l'est toujours et partout. La propagande est sa préoccupation essentielle à laquelle tous les actes de sa vie se rapportent.

Il faut accepter de servir l'anarchisme et compter sur soi plus que sur les autres pour le faire triompher.

Je me souviens d'une phrase du règlement militaire que me rabâchait continuellement un sous-officier pendant mon séjour à la caserne : « On est militaire 24 heures par jour. » Ce n'est une chose que la bourgeoisie impose à tous les hommes, même aux anarchistes. Dans la propagande, il s'agit de s'imposer à soi-même cette dure nécessité :

Etre anarchiste 24 heures par jour.

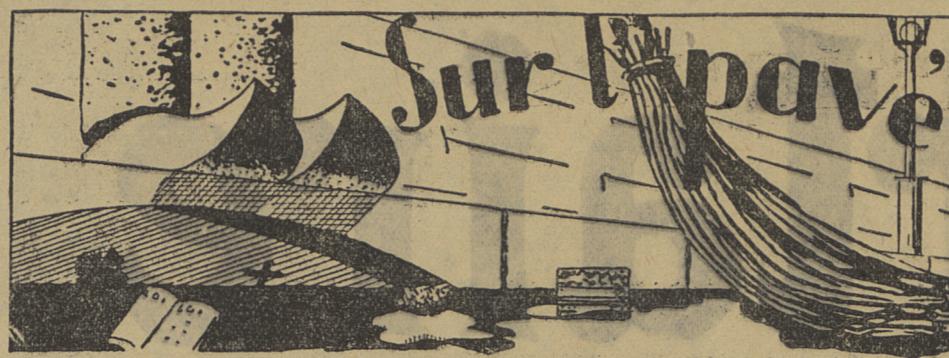
Ringeas.

Par l'abonnement

le libertaire

ne coûte que

53 centimes le numéro



PROPOS D'UN PARISIEN

Ça continue...

Une fois de plus, Staline-le-Terrible va faire disparaître de la circulation une vingtaine d'individus qui, pour des raisons diverses, le gênent.

Et ce n'est pas du menu fretin. Tous sont d'anciens commissaires du peuple, ambassadeurs et autres haut placés dans la hiérarchie soviétique.

Il y a aussi quelques médecins dont celui qui fut attaché à la personne même de Lénine.

Tous sont, naturellement, des agents de Trotsky, mais, pour cette fois, on les a qualifiés de « trotskystes de droite ».

Pourquoi de droite ?

Le langage stalinien a de ces subtilités qui déconcertent, mais qui n'ont sans doute d'autre but que d'en mettre plein la vue au troupeau des fanatisés.

Quant à l'accuse d'accusation, il vaut son pesant de caillasse.

Il relève contre les inculpés d'avoir, en 1918, après le traité de Brest-Litovsk, comploté pour renverser le gouvernement des Soviets, et pour assassiner Lénine... Ils auraient également assassiné Maxime Gorki, que l'on croyait, jusqu'à présent, victime de la maladie et de son âge.

Comme cela n'était sans doute pas suffisant, on met à leur compte quelques peccadilles supplémentaires, comme d'avoir participé au meurtre de Kirov, d'avoir agi de connivence avec des puissances étrangères pour détruire de l'U.R.S.S., l'Ukraine, le Caucase, l'Asie musulmane, etc., et naturellement d'avoir voulu « restaurer le capitalisme en U.R.S.S. ».

Si, avec cela, MM. Boukharine, Rykov, Rakowski et autres Krestinski ne sont pas « épurés », comme l'ont été en d'autres lieux Reiss, Berneri et tant d'autres, c'est qu'il n'y a pas de justice au pays « où la révolution est faite » !

On comprend facilement que les diplomates qui ont cessé de plaire restent prudemment dans les pays capitalistes, voire de dictature, où, en prenant quelques précautions, ils peuvent espérer échapper au browning ou au poignard des meutes de Moscou.

« La Révolution se défend », proclament les agents stipendiés du gouvernement russe. On sait très exactement maintenant ce que les prolétaires et paysans russes ont gagné à cette révolution.

Si c'est pour arriver là qu'il faut écouter les sermons et suivre les conseils du R. P. Thorez de l'Enfant-Jésus, à la bonne perte !

Nous sommes rendus à une époque où il n'est plus permis à un individu doué d'un minimum d'intelligence et aspirant à un avenir de bienfaits dans les temps de la guerre.

CHRONIQUE DES QUATRE MURS

France la douce

Les expulsions d'étrangers vont bon train en ces temps de Front populaire et le qualificatif « hospitalière » accolé au mot « France », sera bientôt aussi grotesque, même pour les déments de la vanité nationale, que celui de « génial » décerné à Maurice Thorez ou celui de « modeste » appliquée à Sacha Guitry. Les patrois et les esprits bornés — ce qui du reste est tout un réjouiront de cette épuration, eux qui la précient et la réclament depuis que, la guerre terminée, la Patrie ne quémande plus le concours des étrangers, accueillis alors en tant qu'âmes vaillantes et généreuses accourant au secours du Droit, et bannis aujourd'hui comme racaille, mœtiques et helmatis, selon les plus bêtes lois de la reconnaissance et de la politesse.

Le « Populaire » du 15 février dernier nous relate en termes justement indignés l'histoire d'an de ces malheureux sans-patrie qui, après être venu, fort stupidement à notre sens, prendre le parti du Droit et de la Civilisation, étaient par suite l'hôte durant de nombreuses années des prisons qu'il avait si bien défendus.

Natif d'Arménie et tailleur de son état, Mattheos Kondiantz s'établit en France en 1912. A la déclaration de guerre, il s'engage dans l'armée française, combat en première ligne et, sans compromis par ces exploits belliqueux, se voit réformé définitivement. Il retrouve sa boutique et ses ciseaux, même son existence fort tranquille de « petit commerçant » et, en 1927, se marie avec une Française.

Le « Populaire » du 15 février dernier nous relate en termes justement indignés l'histoire d'an de ces malheureux sans-patrie qui, après être venu, fort stupidement à notre sens, prendre le parti du Droit et de la Civilisation, étaient par suite l'hôte durant de nombreuses années des prisons qu'il avait si bien défendus.

Mattheos Kondiantz s'établit en France en 1912. A la déclaration de guerre, il s'engage dans l'armée française, combat en première ligne et, sans compromis par ces exploits belliqueux, se voit réformé définitivement. Il retrouve sa boutique et ses ciseaux, même son existence fort tranquille de « petit commerçant » et, en 1927, se marie avec une Française.

Le « Populaire » du 15 février dernier nous relate en termes justement indignés l'histoire d'an de ces malheureux sans-patrie qui, après être venu, fort stupidement à notre sens, prendre le parti du Droit et de la Civilisation, étaient par suite l'hôte durant de nombreuses années des prisons qu'il avait si bien défendus.

Mattheos Kondiantz s'établit en France en 1912. A la déclaration de guerre, il s'engage dans l'armée française, combat en première ligne et, sans compromis par ces exploits belliqueux, se voit réformé définitivement. Il retrouve sa boutique et ses ciseaux, même son existence fort tranquille de « petit commerçant » et, en 1927, se marie avec une Française.

Le « Populaire » du 15 février dernier nous relate en termes justement indignés l'histoire d'an de ces malheureux sans-patrie qui, après être venu, fort stupidement à notre sens, prendre le parti du Droit et de la Civilisation, étaient par suite l'hôte durant de nombreuses années des prisons qu'il avait si bien défendus.

Mattheos Kondiantz s'établit en France en 1912. A la déclaration de guerre, il s'engage dans l'armée française, combat en première ligne et, sans compromis par ces exploits belliqueux, se voit réformé définitivement. Il retrouve sa boutique et ses ciseaux, même son existence fort tranquille de « petit commerçant » et, en 1927, se marie avec une Française.

Le « Populaire » du 15 février dernier nous relate en termes justement indignés l'histoire d'an de ces malheureux sans-patrie qui, après être venu, fort stupidement à notre sens, prendre le parti du Droit et de la Civilisation, étaient par suite l'hôte durant de nombreuses années des prisons qu'il avait si bien défendus.

Mattheos Kondiantz s'établit en France en 1912. A la déclaration de guerre, il s'engage dans l'armée française, combat en première ligne et, sans compromis par ces exploits belliqueux, se voit réformé définitivement. Il retrouve sa boutique et ses ciseaux, même son existence fort tranquille de « petit commerçant » et, en 1927, se marie avec une Française.

Le « Populaire » du 15 février dernier nous relate en termes justement indignés l'histoire d'an de ces malheureux sans-patrie qui, après être venu, fort stupidement à notre sens, prendre le parti du Droit et de la Civilisation, étaient par suite l'hôte durant de nombreuses années des prisons qu'il avait si bien défendus.

Mattheos Kondiantz s'établit en France en 1912. A la déclaration de guerre, il s'engage dans l'armée française, combat en première ligne et, sans compromis par ces exploits belliqueux, se voit réformé définitivement. Il retrouve sa boutique et ses ciseaux, même son existence fort tranquille de « petit commerçant » et, en 1927, se marie avec une Française.

Le « Populaire » du 15 février dernier nous relate en termes justement indignés l'histoire d'an de ces malheureux sans-patrie qui, après être venu, fort stupidement à notre sens, prendre le parti du Droit et de la Civilisation, étaient par suite l'hôte durant de nombreuses années des prisons qu'il avait si bien défendus.

Mattheos Kondiantz s'établit en France en 1912. A la déclaration de guerre, il s'engage dans l'armée française, combat en première ligne et, sans compromis par ces exploits belliqueux, se voit réformé définitivement. Il retrouve sa boutique et ses ciseaux, même son existence fort tranquille de « petit commerçant » et, en 1927, se marie avec une Française.

Le « Populaire » du 15 février dernier nous relate en termes justement indignés l'histoire d'an de ces malheureux sans-patrie qui, après être venu, fort stupidement à notre sens, prendre le parti du Droit et de la Civilisation, étaient par suite l'hôte durant de nombreuses années des prisons qu'il avait si bien défendus.

Mattheos Kondiantz s'établit en France en 1912. A la déclaration de guerre, il s'engage dans l'armée française, combat en première ligne et, sans compromis par ces exploits belliqueux, se voit réformé définitivement. Il retrouve sa boutique et ses ciseaux, même son existence fort tranquille de « petit commerçant » et, en 1927, se marie avec une Française.

Le « Populaire » du 15 février dernier nous relate en termes justement indignés l'histoire d'an de ces malheureux sans-patrie qui, après être venu, fort stupidement à notre sens, prendre le parti du Droit et de la Civilisation, étaient par suite l'hôte durant de nombreuses années des prisons qu'il avait si bien défendus.

Mattheos Kondiantz s'établit en France en 1912. A la déclaration de guerre, il s'engage dans l'armée française, combat en première ligne et, sans compromis par ces exploits belliqueux, se voit réformé définitivement. Il retrouve sa boutique et ses ciseaux, même son existence fort tranquille de « petit commerçant » et, en 1927, se marie avec une Française.

Le « Populaire » du 15 février dernier nous relate en termes justement indignés l'histoire d'an de ces malheureux sans-patrie qui, après être venu, fort stupidement à notre sens, prendre le parti du Droit et de la Civilisation, étaient par suite l'hôte durant de nombreuses années des prisons qu'il avait si bien défendus.

Mattheos Kondiantz s'établit en France en 1912. A la déclaration de guerre, il s'engage dans l'armée française, combat en première ligne et, sans compromis par ces exploits belliqueux, se voit réformé définitivement. Il retrouve sa boutique et ses ciseaux, même son existence fort tranquille de « petit commerçant » et, en 1927, se marie avec une Française.

Le « Populaire » du 15 février dernier nous relate en termes justement indignés l'histoire d'an de ces malheureux sans-patrie qui, après être venu, fort stupidement à notre sens, prendre le parti du Droit et de la Civilisation, étaient par suite l'hôte durant de nombreuses années des prisons qu'il avait si bien défendus.

Mattheos Kondiantz s'établit en France en 1912. A la déclaration de guerre, il s'engage dans l'armée française, combat en première ligne et, sans compromis par ces exploits belliqueux, se voit réformé définitivement. Il retrouve sa boutique et ses ciseaux, même son existence fort tranquille de « petit commerçant » et, en 1927, se marie avec une Française.

Le « Populaire » du 15 février dernier nous relate en termes justement indignés l'histoire d'an de ces malheureux sans-patrie qui, après être venu, fort stupidement à notre sens, prendre le parti du Droit et de la Civilisation, étaient par suite l'hôte durant de nombreuses années des prisons qu'il avait si bien défendus.

Mattheos Kondiantz s'établit en France en 1912. A la déclaration de guerre, il s'engage dans l'armée française, combat en première ligne et, sans compromis par ces exploits belliqueux, se voit réformé définitivement. Il retrouve sa boutique et ses ciseaux, même son existence fort tranquille de « petit commerçant » et, en 1927, se marie avec une Française.

Le « Populaire » du 15 février dernier nous relate en termes justement indignés l'histoire d'an de ces malheureux sans-patrie qui, après être venu, fort stupidement à notre sens, prendre le parti du Droit et de la Civilisation, étaient par suite l'hôte durant de nombreuses années des prisons qu'il avait si bien défendus.

Mattheos Kondiantz s'établit en France en 1912. A la déclaration de guerre, il s'engage dans l'armée française, combat en première ligne et, sans compromis par ces exploits belliqueux, se voit réformé définitivement. Il retrouve sa boutique et ses ciseaux, même son existence fort tranquille de « petit commerçant » et, en 1927, se marie avec une Française.

Le « Populaire » du 15 février dernier nous relate en termes justement indignés l'histoire d'an de ces malheureux sans-patrie qui, après être venu, fort stupidement à notre sens, prendre le parti du Droit et de la Civilisation, étaient par suite l'hôte durant de nombreuses années des prisons qu'il avait si bien défendus.

Mattheos Kondiantz s'établit en France en 1912. A la déclaration de guerre, il s'engage dans l'armée française, combat en première ligne et, sans compromis par ces exploits belliqueux, se voit réformé définitivement. Il retrouve sa boutique et ses ciseaux, même son existence fort tranquille de « petit commerçant » et, en 1927, se marie avec une Française.

Le « Populaire » du 15 février dernier nous relate en termes justement indignés l'histoire d'an de ces malheureux sans-patrie qui, après être venu, fort stupidement à notre sens, prendre le parti du Droit et de la Civilisation, étaient par suite l'hôte durant de nombreuses années des prisons qu'il avait si bien défendus.

Mattheos Kondiantz s'établit en France en 1912. A la déclaration de guerre, il s'engage dans l'armée française, combat en première ligne et, sans compromis par ces exploits belliqueux, se voit réformé définitivement. Il retrouve sa boutique et ses ciseaux, même son existence fort tranquille de « petit commerçant » et, en 1927, se marie avec une Française.

Le « Populaire » du 15 février dernier nous relate en termes just

Principes et Tactiques dans la guerre

Notre camarade Maguid, directeur de *Tierra y Libertad*, organe officiel de la F.A.I., publie ce document qui nous transmettons en raison de son importance. Il situe bien la position des anarchistes espagnols :

Ceux qui ne comprennent pas, pour diverses raisons, l'évolution suivie par le mouvement libertaire espagnol durant la guerre contre le fascisme, considèrent que les attitudes adoptées par la F.A.I.-C.N.T. imposent une révision à fond des principes anarchistes. C'est-à-dire que, se basant sur les tactiques, les méthodes et les solutions circonstancielles employées durant l'intervention de l'anarchisme au cours des événements de la Révolution, l'on prétend en déduire la nécessité d'analyser et recréer l'essence même de la doctrine anarchiste, ce qui signifierait, de fait que l'anarchisme cesserait d'être, et que les anarchistes devraient renoncer à la finalité antiautoritaire qu'ils poursuivent.

Il en est certains qui comparent les tactiques mises en vigueur par les libertaires espagnols avec celles préconisées par le courant théorique soutenu à leurs époques respectives par Engels et Lénine. Dans la participation que les organisations anarchistes espagnoles eurent et ont dans les organismes gouvernementaux, ils reconnaissent la méthode que le marxisme révolutionnaire opposerait à la thèse antiétablie défendue par les anarchistes. Suivant leurs appréciations les anarchistes de l'Espagne n'auraient pas fait autre chose qu'appliquer la théorie de l'exercice du pouvoir, afin de développer, en partant de celui-ci, les transformations révolutionnaires; et pour atteindre — toujours d'accord avec la théorie d'Engels — la suppression de l'Etat après l'étape transitoire au cours de laquelle il est utilisé comme instrument défensif et d'impulsion de la révolution socialiste.

Nous trouvions ainsi devant un phénomène agréable aux secteurs du marxisme, qui se rangent sous la bannière de la solution par l'Etat, dictateur de la révolution. L'anarchisme, placé devant la réalité d'un fait révolutionnaire, aurait été obligé à une rectification fondamentale qui, déplaçant ses propres méthodes de réalisation révolutionnaire, l'aurait amené à chercher une issue dans la position marxiste, dans le gouvernementalisme, dans l'application des méthodes qu'il toujours combatte, de celles qu'il a toujours qualifiées, dans sa propagande, de contraires au triomphe de la véritable révolution sociale. En synthèse, nous serions devant la négation de l'anarchisme dans les moments mêmes où les théories doivent se développer à travers les faits, et fructifier par des réalisations révolutionnaires. Il y aurait eu, de la part du mouvement anarchiste, un saut de l'anarchisme au marxisme, de la conception et du développement libertaire de la révolution à la conception et au développement étatique de celle-ci ; la distance qui sépare les différentes dénominations des forces qui se disent anarchistes et marxistes aurait été franchie. La conversion serait un fait. Notre anarchisme, par conséquent, perdrat sa raison d'être.

FIDELITE AUX PRINCIPES

Commencons par nous demander : nos organisations ont-elles renoncé à leur finalité, à leurs principes libertaires ? La C.N.T. et la F.A.I. ont-elles déclaré que les interventions dans les organismes de l'Etat, que leur collaboration et les tactiques adoptées durant la guerre, signifiaient la négation définitive des principes anarchistes ? Quelle a été l'explication donnée par nos organisations dans les opportunités qui décideront la participation dans les rouages du gouvernement ?

Tous les accords de la C.N.T. et de la F.A.I. peuvent être examinés ; l'on peut réunir toutes les déclarations de leurs plénum et congrès ; l'on peut relire leur prose, et l'on arrivera à une même conclusion. En aucun moment elles n'ont renoncé aux principes et à la finalité de l'anarchisme. Au contraire, dans les moments les plus graves, quand il y eut nécessité d'assumer des attitudes qui rompaient les traditions tactiques libertaires, l'on eut un soin tout spécial d'avertir qu'elles ne signifiaient en aucune façon un renoncement à nos idées, à nos objectifs.

Les réaffirmations de foi anarchiste n'ont

pas été dictées par le souci de justifier des faux pas ou des renoncements de caractère idéologique. Elles n'ont pas non plus été conseillées par l'amour propre d'un secteur qui ne voulait pas reconnaître l'échec de ses théories et de ses méthodes.

L'anarchisme espagnol a eu l'heureuse idée d'englober le panorama de la guerre et de la révolution, en se situant dans le lieu que la réalité de chaque jour et de chaque situation conseillait. De même qu'il a su rendre ses tactiques plus agiles après les dogmes et les traditions eurasiennes, en acceptant toutes les solutions qui furent imposées par la lutte, il fut aussi capable de faire la différence entre le prévisible nécessaire par la guerre et ce qui est substantiel dans les événements successifs de la révolution. Les tactiques qu'il accepta pour des raisons étrangères à sa volonté, devant l'imprévisibilité des faits qui étaient au-dessus de toutes les théories préalables, ne lui firent pas perdre la voie, et, loin de diminuer sa fermeté idéologique, sa propre expérience, aussi bien dans le terrain économique que dans la politique, a vivifié la conception libertaire contre l'Etat, de la reconstruction économique, politique et sociale.

L'IMPERATIF DE LA GUERRE

La guerre ! Voici l'explication sanglante des attitudes les plus contradictoires avec nos principes, des rectifications tactiques que le monde n'a pas su apprécier dans toute leur ampleur, comme sacrifice maximum que l'on puisse apporter en défense d'une cause qui s'impose avant tout particulièrement de secteur. La guerre a déterminé des conduites, méthodes, tactiques, dans le cours d'une révolution limitée par le caractère de la lutte armée contre ses ennemis. Ces méthodes et tactiques n'ont rien à voir avec les théories reconstructives de la société, théories qui ont été élaborées sans la prétention de prévoir les cas qui, comme dans la Révolution espagnole, échappent à toute hypothèse exacte sur les conditions de son avènement.

Il suffit de voir la direction suivie dans les deux aspects vitaux de notre lutte, celui de l'économie et celui de la vie politique, pour comprendre la portée de la révolution dans ses avances et reculs, et en tirer les enseignements qui en découlent. Le fondamental est celui-ci : que le développement et la profondeur des transformations a été plus grand et plus effectif là où le prolétariat a agi directement sur les institutions et, pour parler d'une façon concrète, dans l'Economie, là où le Pouvoir n'est intervenu en rien, là où les propres producteurs organisés prirent des décisions, créant les nouveaux types d'entreprises collectivisées et socialisées. De l'autre côté, par le jeu complexe de la politique, au milieu de la tragédie sanglante d'une lutte dans laquelle entrent des facteurs étrangers à ceux auxquels nous recourrons, l'on allait en direction contraire aux nécessités et aux aspirations des masses révolutionnaires.

LA VICTOIRE DOIT ETRE CELLE DU PEUPLE

Si la guerre imposait d'intervenir dans sa direction, le mouvement libertaire, qui apportait une grande et audacieuse participation dans la lutte, ne pouvait se maintenir en marge des organes qui subsistaient et qui, par le caractère de la guerre, même, devaient la diriger. Maintenant même, se trouvant dans des instants décisifs pour le sort de la guerre, le mouvement libertaire réclame des droits égaux, qui lui reviennent plus qu'à tout autre secteur, dans cette direction de la guerre, parce que la nécessité de vaincre, de contribuer par tous les moyens à ce que le triomphe soit celui du peuple, ceci par-dessus tout, est la grande question préalable pour le triomphe de la Révolution.

Si la guerre imposait la collaboration politique, le rejet des extrêmes auquel incluaient de continues provocations ne pouvait que faire renoncer à des essais désespérés qui ne pouvaient conduire qu'au désastre ; l'anarchisme ne pouvait faire

vantage que ce que la vision réaliste des problèmes et sa responsabilité historique lui dictaient.

Si la guerre, si les conditions créées par la guerre, si les circonstances nées des successives situations politiques, si tout ce qui s'agit en Espagne exigeait du mouvement libertaire des transactions et renoncements, avec douleur et avec une pleine connaissance de leurs conséquences, les organisations libertaires devraient les offrir, mesurant bien leurs pas sur ce qui est la base de l'actuel moment historique qui est la nécessité de gagner la guerre pour la révolution.

LA VRAIE DEFENSE DE LA REVOLUTION SOCIALE

Notre guerre est-elle un phénomène permanent ? Un corps de doctrine d'un mouvement comme le nôtre peut-il être revisé à la lumière d'expériences et de tactiques inspirées dans le but suprême de vaincre dans la lutte ; devrait-on enlever à la Révolution des possibilités de développement immédiat ? Il est logique de tirer des conclusions sur les fonctions des organes, du gouvernement dans le cours de la révolution. Doit-on appliquer la théorie du pouvoir, de la « dictature » transitoire, de l'élimination progressive des différentes classes, et attribuer aux anarchistes espagnols l'interprétation passagère de fossoyeurs de leur finalité, de leurs principes dirigés contre l'Etat, et anticapitalistes ? Est-il permis de confondre les actes de la guerre, les tactiques de guerre, les solutions déterminées par la guerre, avec les actes, les tactiques et les solutions qui seraient viables dans une étape de reconstruction sociale dans laquelle nous n'aurions pas à faire et à gagner une guerre comme la nôtre ?

Ces questions n'ont pas besoin de réponses. Il est absurde de signaler des faux pas, des herésies doctrinales, de prétendues conversions au credo politique des partis au pouvoir, de ceux qui suivirent, et suivent ce que nous considérons comme la thèse erronée de l'étatisme marxiste. Et plus absurde encore, quand on connaît les réalisations authentiquement révolutionnaires du prolétariat guidé par notre idéal. A côté de la situation confuse créée par la guerre et la politique antirévolutionnaire, en présentant la phase réalisatrice de la révolution, l'Espagne offre au monde, comme expérience inédite dans les grandes révolutions précédentes, ce qui fut accompli par son prolétariat, particulièrement en ce qui concerne le mouvement libertaire. Dans cette expérience, dans son étude comparative à côté, et contrastant avec le développement de la politique espagnole durant la guerre, se trouve la véritable source de tous les enseignements et les définitions que l'on peut extraire du point de vue et avec l'objectif d'une défense et d'un développement certain de la révolution sociale.

NOTRE CONCEPTION ANARCHISTE RESTE DEBOUT

Nous avons adopté des tactiques qui contredisent notre traditionnelle position de non collaboration et contre l'Etat, mais nous l'avons fait, nous le faisons, nous le ferons, si cela était nécessaire, comme une nécessité que les circonstances de la guerre nous imposent.

Nous ne croyons pas aux vertus créatrices, impulsives et reconstructives de la société née dans la révolution, attribuées à l'Etat. Notre conception anarchiste reste debout. La Révolution doit être dirigée, réalisée, défendue jusque dans ses possibilités maximales par les travailleurs eux-mêmes, au travers de leurs propres organisations et de leur expérience propre. Nous

n'espérons pas à la vertu magique d'autocensure dictature et nous continuons d'affirmer que celle appelée « dictature du prolétariat » n'est autre que celle d'un parti, ou plus exactement de la minorité dirigeante de ce parti, minorité dans laquelle fatidiquement existe la figure personnelle qui conduit, en dernière instance, tout l'appareil politique, quoique l'on invoque le prolétariat, à une dictature de type personnel.

C'est pour cela que nous sommes pour l'intervention directe des organisations ouvrières qui ont en Espagne leurs cadres tout à fait conditionnés dans les syndicats.

Nos principes n'ont souffert aucune en-

vient pas uniquement de la psychose autoritaire. Elle est aussi matérielle. En période révolutionnaire, tout est incertain. Les ressources d'existence sont soumises à bien des aléas qui font que les moins convaincus, ou ceux qui craignent la souffrance, s'accrochent aux postes les plus sûrs. Et les postes les plus sûrs sont généralement ceux de l'Etat car l'Etat pouvant s'imposer sur toute la nation, en extrait toujours les biens et l'argent dont ont besoin ceux qui le composent.

Puis, ces gens entrent à leur tour dans les parties qui gouvernent. C'est l'histoire sans cesse répétée, dans tous les pays du monde. Ils y entrent, et débordent tout. Aux anciens révolutionnaires corrompus s'ajoutent les corrompus devenus apparemment révolutionnaires. Les épurations continues du Parti bolchévique en Russie n'ont servi à rien. Elles étaient même appuyées par ceux qui devaient être fusillés. Et le fonctionnarisme a dominé tout.

Cela est d'autant plus inévitable que les forces de gouvernement ont besoin d'éléments leur répondant pour leur confier un poste, ou une tâche quelconque. Tous les ambitieux désirant jouer un rôle, et surtout vivre mieux que les autres, s'inscrivent dans ces forces, et les dominent rapidement. Il suffit de voir cette avalanche pour comprendre la menace du danger. La social-démocratie ne se serait pas développée comme elle l'a fait si elle n'avait pas été parlementaire, si par sa position elle n'avait pas fait miroiter les sièges et les prébendes. Mais ceux qu'elle attira ainsi l'ont paralysée et déviée.

Le problème est, de nos jours, plus vaste que l'on ne suppose fréquemment. L'Etat n'est pas un mot, mais un autre fait terrifiant envahisseur. En plein capitalisme il compte en France 1.200.000 « serviteurs », dont les deux tiers sont des bureaucraties par excellence, des parasites et des semi-parasites gravitant sur le peuple. Une révolution où l'Etat deviendrait le maître et l'organisateur de toute la richesse publique, une révolution où la paralysie pousserait à chercher à se débrouiller à n'importe com-

ment des centaines de milliers, peut-être des millions d'hommes, multiplierait par trois ce parasitisme. Voyez encore la Russie.

Et dans cette multiplication sombreraient toutes les forces révolutionnaires qui y prennent part. Car il arrive fatidiquement encore que ce sont les milliers ou les dizaines de milliers de ces fonctionnaires qui s'imposent dans les partis et dans les organisations, qui en dominent les rouages, qui parlent dans les congrès et en déterminent les majorités.

Vous ne pouvez donner à un homme une parcelle d'autorité sans le corrompre, a écrit Kropotkin. Cela est vrai. Il nous suffit d'observer autour de nous l'esprit autoritaire, de domination, de vanité, d'exhibition qui est si fréquent pour comprendre d'abord que ce sont de tels hommes qui, dans une situation favorable, prennent, par tous les moyens les postes de commandement, celui de ministre, de commissaire, de haut bureaucrat ou d'inspecteur, et qui n'en sortent pas. Ensuite, que ces hommes lésés par une même aspiration se soutiennent entre eux, ou se combattent que lorsque la lutte ne peut pas les entraîner tous dans la chute. Enfin, qu'une fois dans ces postes, ils ont tendance à consolider l'organisation qui les leur fournit, et à justifier de plus en plus par la presse, l'éducation, l'instruction, la propagation, la structure autoritaire de la société.

Mais l'oubli est pas non plus. La corruption n'est pas seulement morale, elle ac-

centue, des castes qu'il crée, par son essence absolument autoritaire. Il implique la suppression de la liberté d'action de toutes les organisations qui existent en même temps que lui. Il doit forcément, sans quoi il ne serait pas l'Etat, tout contrôler, tout diriger. Il est obligé, s'il veut rester l'Etat, de ne pas laisser les associations de toutes sortes agir par elles-mêmes, produire, échanger sur leur propre initiative. Seule l'école libérale de l'économie bourgeoisie a demandé cette indépendance relative. Mais depuis Quesnay, père du libéralisme économique et Adam Smith jusqu'à Yves Guyot, la bourgeoisie libérale a toujours été en lutte contre l'Etat, ce qui démontre que celui-ci n'est pas toujours au service de la bourgeoisie.

Peu nous importe, il faut le répéter inlassablement, d'être misérable à l'extrême parce que c'est l'Etat, c'est-à-dire ses fonctionnaires des bureaux et des usines, ses « techniques », ses faînantes et ses demi-faînantes, qui nous exploitent. Le supertechnicien russe qui touche 33.000 roubles par mois quand un ouvrier en touche 200, et certaines femmes soixante, n'est pas moins odieux que le grand capitaliste possédant d'immenses fabriques. Le travailleur devenu policier, sous prétexte de défendre l'Etat, mais qui le resste parce qu'il a goûté les douceurs du « fariente » régulièrement payé, est plus odieux que le gendarme d'aujourd'hui. Et croire que l'on pourra décider ces gens à abandonner volontairement leur emploi est vivre d'une illusion ne reposant sur rien.

Lénine était certainement un homme honnête et ne désirait pas toute la pourriture qui envahit son parti. Mais vous ne retirerez jamais de la pensée d'un grand nombre

d'hommes qu'il vaut mieux être sur un rond-point que devant un état. Mais vous ne ferez pas renoncer cette maladie dévorante qu'est l'exercice du Pouvoir, au désir de tout dominer. Et ces deux circonstances sont deux sources de souffrances infernales pour la masse du peuple.

Non. On peut être amené, par des événements inattendus, à préférer un gouvernement à un autre, un Etat à un autre Etat, mais on ne peut pas entrer dans ce gouvernement pour une collaboration permanente, mais on ne peut pas entrer dans l'Etat poussé par le même désir, sans nier ses idées de la façon la plus formelle, et sans courir les risques de déchéance morale rapide qu'ont courus tous les Partis.

Forts des leçons de l'histoire, nous maintenons notre pensée, nos conceptions révolutionnaires. Majorité ou minorité, nous ne construirons dans la Révolution que par les organisations spécifiquement formées pour des tâches de vie sociale concrètes. Nous lutterons pour que ce mode triomphé. Nous pourrons être obligés, comme nous le sommes sous le capitalisme, de supporter un nouveau Pouvoir. Mais nous ne l'exercerons pas, non seulement par fidélité de fanatiques, non par lâcheté, mais parce que, sachant trop bien où le Pouvoir nous conduirait, nous commettions le crime d'ôter au peuple l'espérance qui peut encore le guider aux époques des pires misères, et lui donner le courage de lutter pour atteindre de nouveaux buts.

Car il est grave d'être esclave, mais il est encore plus de ne pas avoir d'idées directrices qui vous guident pour vous libérer.

MAX STEPHEN

LE PASSÉ ESPAGNOL

CE QUE FUT L'ACCOLADE DE VERGARA

Depuis les événements d'Espagne, on a parlé fréquemment de la possibilité d'une médiation et ceux qui suivent la presse espagnole ont relevé l'expression : « Il s'agit d'un nouvel abrazo de Vergara. » Dans l'histoire d'Espagne cette expression est légendaire. Mais nos camarades ne connaissent pas tous la signification exacte de ce terme ; or, n'est-il pas curieux de voir que le fameux « abrazo de Vergara » eut lieu dans des conditions à peu près identiques à celles qui se présentent aujourd'hui. Le 31 août 1839 l'Espagne fut victime de cette « accolade » de la part de l'Angleterre et de la France de même que ces pays aujourd'hui traînent le peuple espagnol une fois de plus. Mais venons-en aux faits :

Il n'était pas nécessaire cependant d'être très perspicace pour comprendre que ce qu'on appela « l'accord de Vergara » n'était autre qu'un aristocrate et que la guerre continuera sans être liquidée, parce que tout le problème était toujours présent sans être résolu. L'appétit du trône par son prétendant, la raison juridique de la demande, l'aversion religieuse contre le libéralisme, les revendications des provinces basques sans qu'on leur ait donné satisfaction, et ce qui est pire, quelques nations étrangères dans l'ombre, intéressées à jeter de l'eau sur ce feu quand cela leur conviendrait, de la même façon qu'elles avaient favorisé l'accord afin d'atténuer l'incidence.

Car en réalité, cet accord se fit parce que les agents de la France et de l'Angleterre travaillent avec adresse et pour leurs intérêts. Il y a deux personnes dans l'ombre de ce pacte qui sont le Français Dufau-Pauillac et l'Anglais lord John Hay, sur lesquels l'histoire d'Espagne manque de renseignements ; il aurait été intéressant cependant d'en savoir plus long sur eux et sur le rôle important que jouèrent auprès de Maroto le Français, et auprès d'Espartero l'Anglais.

Ce qui est sûr, c'est que l'accord fut réalisé en présence d'un autre Anglais, le colonel Wyld, que le gouvernement de Londres envoya officiellement pour assister à cet acte de paix.

Il n'y a pas de moindre doute que l'intervention de la France et de l'Angleterre fut très grande ; la France d'alors appuya franchement la cause de don Carlos de la même façon que l'Angleterre appuya celle du gouvernement de Madrid, sans pour cela, nous appartenant ensemble pour signer à Vergara la fin de la première guerre carliste.

Que ce pacte ait été une erreur politique ne fait aucun doute, puisque peu d'années après commença de nouveau la guerre carliste avec plus d'acharnement encore, laissant à nouveau sans solution ce procès dont la cause a continué jusqu'à nos jours, car le fascisme qui fit explosion en juillet 1936 n'est pas autre chose qu'une continuation de ces guerres qui se disaient dynastiques afin de leur donner un nom. Ce ne sont que des guerres de religion, symptômes meurtriers de l'éternel conflit existant en Espagne entre l'Eglise et le pouvoir civil, entre la révolution et la réaction. C'est un conflit qui eut lieu dans tous les pays, mais que tous les pays ont液化é. Les Espagnols l'ont toujours laissé en suspens et souhaitent qu'après le triomphe de la Révolution, personne ne la freine et ne la détourne de ses buts. Au contraire, de « l'abrazo de Vergara » les troupes rebelles étaient en déroute et démolisées. En déroute, car la résistance de Bilbao, la chute de Durango et autres points d'opérations en Castille laissaient déjà voir le triomphe du libéralisme ; démolisées parce que les chefs de don Carlos, méfiants entre eux, se trahissaient mutuellement, cherchant la paix avant la déroute. De plus, le lib

Nos bolchevistes tentent d'insulter nos amis espagnols en prétendant que les prisons républicaines d'Espagne ne retiennent point d'antifascistes.

Pour qu'ils puissent voir le contraire, nous leur offrons une place dans la délégation en partance pour Barcelone.



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II^e) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

POUR L'AMNISTIE EN ESPAGNE

Entrevue avec l'ambassadeur

L'ambassadeur d'Espagne à Paris a reçu mardi une délégation de la S. I. A., composée des camarades René Belin, Gaston Guiraud, Marceau Pivert, Georges Pioch, Jean Nocher, Louis Lecoin, Henri Grandjouan, qui représentait le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes.

Nos camarades dirent à l'ambassadeur l'émotion qui gagne de plus en plus de nombreux secteurs antifascistes de France devant la répression qui s'abat en Espagne républicaine sur des milliers de militants antifascistes ; ils lui expliquèrent le sens de la campagne actuelle de la S. I. A. ; ils lui annoncèrent le prochain départ d'une délégation qui avait mandat de demander au gouvernement Negrín la promulgation d'une large amnistie afin que les antifascistes puissent se retrouver à nouveau, là-bas et ici, unis dans l'action.

L'ambassadeur n'a pas paru insensible à la démarche faite auprès de lui, ni aux paroles qu'il entendit. Avec amabilité il répondit qu'il allait aviser son gouvernement du départ de cette délégation et qu'il espérait qu'elle aboutirait complètement.

Nous l'espérons également de tout notre cœur.

Par la parole et le film

Première étape

Nous voici parvenus au terme de notre première tournée de conférences filmées ; nous devons donc, brièvement, dire nos impressions, le succès remporté, les résultats matériels et moraux obtenus.

Tout de suite, soulignons que nous avons été fraternellement accueillis partout. Ceci a son importance : on a tellement tenté de salir S.I.A. qu'il fut si bêtement et si sournoisement dénigré qu'il est réconfortant de constater que la calomnie et les attaques n'ont eu aucune prise sur les animateurs de nos sections locales.

Nos lecteurs ont pu suivre ici, semaine par semaine, le compte rendu de nos conférences ; nous n'y reviendrons pas longuement. Pourtant, nous devons rappeler une fois de plus qu'elles obtinrent, à trois exceptions près, un succès considérable.

Nous ne parlons pas seulement — on nous entend bien — du succès matériel qui fut impressionnant, inespéré. Les résultats moraux, l'efficacité de la propagande, l'accueil réservé à notre conception de la solidarité et de l'action à mener, constituent un succès plus réconfortant encore.

S.I.A. a démontré, au cours des multiples manifestations de son activité, qu'elle n'était pas, ainsi que certains auraient voulu le laisser croire, un vague organisme de solidarité, amorphe, sans consistance et sans ligne de conduite déterminée.

Elle s'est révélée, au contraire, comme l'organisation devant réaliser l'unité agissante de toutes les bonnes volontés antifascistes, sur le terrain matériel et dans le domaine de l'action. Les milliers d'auditeurs qui nous entendent peuvent en témoigner. Nous avons examiné le problème antifasciste sous tous ses aspects, sans vaincre rodomontades, certes, mais également sans aucune faiblesse.

Nous avons l'impression que les sections visitées ont retiré de nos conférences un bénéfice moral considérable ; ces manifestations ont acquis et affirmé leur prestige. Elles peuvent désormais et avec fruit aller bardement de l'avant ; elles n'y manqueront pas.

Enfin, si l'on peut mesurer l'unité d'une entreprise aux bénéfices qu'elle rapporte, disons que notre tournée a donné également toute satisfaction de ce côté.

Tous et tout nous encouragent : il faut donc persévérer et agir. D'autres tournées sont en voie d'organisation ; que chacun nous aide de son mieux : Aider à la réussite de S.I.A. c'est collaborer à la victoire antifasciste.

Lucien HUART.

Les conférences filmées d'hier

EN PROVINCE

ROMANS

Nos camarades avaient très bien organisé la conférence du lundi 14. Comme, d'autre part, la section S.I.A. de Romans est très active, le succès de la conférence devait être assuré. Il le fut mieux encore que nous l'espérions.

Cette soirée restera dans le souvenir des assistants : malheureusement, nous ne pouvons contenir tout le monde et nous dûmes refuser un nombre important de personnes.

Le succès donnera un nouvel élan à la section, dont les propagandistes se proposent de créer de nombreux groupements dans les environs.

VILLEURBANNE, OULLINS, DECINES

Le Parti du coup de masse avait mis en œuvre tous les moyens dont il dispose pour faire le vaste dans nos conférences : organisation de séances gratuites de cinéma, convocations générales de tous les secteurs, calomnies, lâcher de affiches, etc.

Fatalement, ceci devait avoir sa répercussion et nous n'étions pas la toute habituelle ; pourtant, des assistances int-

ressantes manifestèrent fort largement leur solidarité.

Pourquoi faut-il qu'à Oullins des camarades, qui se prétendent anarchosyndicalistes, aient tenté — sans aucun succès d'autre — de saboter la conférence ?

Que c'est triste !

Enfin, malgré cette significative conjonction d'efforts contre nous, les buts que nous proposions ont été atteints. C'est donc, justement en raison de l'étonnante coalition dressée contre notre œuvre de solidarité, un succès honorable que nous avons enregistré.

SAINT-CLAUDE

Les travailleurs de Saint-Claude — malgré le jour défavorable — ont largement répondu à notre appel : ils écouteront l'exposé de Huart avec une attention extrême et la séance fut en tous points réussie.

La recette fut également excellente. C'est d'autant plus significatif que la malheureuse cité sanclaudienne connaît peu de nombreuses années, un chômage épais.

Rémerions ici tous ceux qui nous ont aidés dans notre tâche et particulièrement la direction de la « Frat », qui suit marquer sa sympathie pour notre œuvre de solidarité.

TROYES

Une foule considérable se pressait dans la vente salle Jean-Jaurès, où avait lieu notre projection.

Huart fit un tableau précis et complet de l'évolution du fascisme et de l'esprit fasciste. Il démontre combien l'indifférence populaire et surtout l'incompréhension des chefs favorisent l'extension de ces méthodes de gouvernement. Après avoir décrit la situation en Espagne, il termina en expliquant le rôle de S. I. A. et son œuvre de solidarité.

Cet exposé obtint une approbation magistrale.

Les films furent également très goûtés. La section S. I. A. troyenne a fait une bonne provision d'optimisme et nous sommes certains qu'elle saura recueillir les fruits de la magnifique soirée du 23.

Les conférences filmées et réunions de demain

DANS PARIS ET SA BANLIEUE

PARIS, vendredi 4 mars, à 20 h. 30, salle Suisse, 205, quai de Valmy.

SARTROUVILLE, jeudi 10 mars, à 20 h. 30, Cinéma Floréal.

LE VERT-GALANT, mardi 15 mars, à 20 h. 30, salle du Cinéma du Vert-Galant.

BLANC-MESNIL, mercredi 9 mars, à 20 h. 30, Cinéma-Palace, rue Pierre-Curie.

BEZONS, vendredi 4 mars, à 21 heures, salle du Trianon, Rampe du Pont.

CRETEIL, samedi 5 mars, à 20 h. 30, salle Carrère, place de l'Église. Orateur :

Lucien Huart.

Réunions et Permanences de la S.I.A.

XII ET XIII. — Notre section avait organisé le 25 février une assemblée générale qui a obtenu un légitime succès.

Nous avons été heureux d'y rencontrer de nombreux concours qui se sont engagés à appuyer nos efforts pour intensifier la propagande dans nos arrondissements.

Tous les camarades présents ont été d'accord pour reconnaître que la section devait se servir, par-dessus toutes les tendances à toutes les victimes du fascisme et ont condamné les pratiques scatérales d'organismes amis de solidarité qui se servent de cette étiquette pour en faire un tremplin politique.

A l'issue de cette réunion de nombreux secteurs ont été créés dans un important matériel de propagande, qui contribuera heureusement à développer l'action si nécessaire de secours qui s'impose à tous les antifascistes.

BAGNOLET. — Réunion générale de la section, mardi 8 mars, à 20 h. 30, salle Weibel, 43, rue Froide.

LE VERT-GALANT. — Une soirée cinématographique avec cinq films antifascistes mardi 15 mars, à 20 h. 30, salle du Cinéma du Vert-Galant (S. et O.).

A cette occasion des cartes d'en-tête seront à la disposition du public au dépot interlocal, « allée Prival, 106, avenue Carnot ». Au Vert-Galant. En outre, une permanence sera assurée, Café du Cinéma proche du lieu où se tiendra notre séance filmée.

(Lire la suite à côté.)

Une œuvre, une lutte prolétariennes

On peut adhérer à la Solidarité Internationale Antifasciste, quelle que soit sa tendance dans le mouvement ouvrier, quelle que soit l'école politique ou philosophique dont on se réclame.

Mais l'adhésion est subordonnée à une condition essentielle : placer l'esprit de classe, la fidélité au prolétariat international au-dessus de toute autre considération.

C'est à la lumière de cette affirmation que s'éclairent les trois termes de notre œuvre.

Solidarité ! Le mot est essentiellement ouvrier, car c'est par la solidarité que la classe ouvrière s'est constituée, a pris conscience de sa force, de son mouvement, de sa mission. Le privilège et la charité, la protection du faible par le fort marquent la société féodale.

L'individualisme, la concurrence, la lutte pour la vie marquent la société bourgeoisie.

C'est par la solidarité de tous ses membres que le prolétariat a opposé l'égalité au privilège, la fraternité sociale à l'égoïsme déchaîné. C'est par la solidarité qu'il a conquis ses libertés. Ce n'est pas que la solidarité qu'il peut vaincre.

Solidarité qui, n'étant pas liée à une préférence idéologique ou morale, unit tous les membres de la classe ouvrière, sans aucune distinction. Je ne suis pas seulement solidaire du militant qui mène le même combat que moi, que j'ai choisi comme compagnon, comme frère d'armes, à qui je suis lié par des affinités puissantes. Car, ma solidarité ne se distingue fondamentalement pas des relations ordinaires entre associés volontaires et libres, elle serait l'effet d'un choix.

La solidarité ouvrière ne dépend pas de ma volonté, elle est déterminée par les exigences d'un parti, dont les actions sont déterminées par les volontés d'un gouvernement. Ce que nous voulons préciser en Espagne, c'est l'effort social accompli sous la direction des organisations syndicales, ce sont les promesses de libération ouvrière, c'est la tendance vers le socialisme (au sens le plus large du mot).

Et c'est encore notre esprit prolétarien qui nous mène, lorsque nous intervenons en faveur des antifascistes poursuivis par le Gouvernement de Barcelone. Nous ne prenons pas parti. Nous voulons même ignorer les antagonismes actuels, mais nous ne pouvons accepter sans réaction, sans surprise émoue, les accusations infamantes portées contre les premiers défenseurs de la République espagnole.

D'aucuns se gargarisent de tirades héroïques sur les nécessités révolutionnaires, il y a entre ses luttes et les miennes, ses souffrances et les miennes, ses espoirs et les miens, une interdépendance souveraine.

International ! Le mot a-t-il encore un sens aujourd'hui, cependant que les prolétariats des divers pays semblent liés, par ceux qui les guident aux nationalismes les plus violents.

Et pourtant, n'est-ce pas tout simplement, sans effort, sans action des idéologues, par leur mouvement spontané, que leur œuvre révolutionnaire perdait toute base solide, et qu'il put être renversé, d'autant plus qu'il fut étendu dans le pays. En multipliant ses minorités ouvrières, la République espagnole favorise ses ennemis du dehors et ses profiteurs du dedans.

Notre adhésion à la Solidarité Internationale Antifasciste exprime notre espoir de voir la classe ouvrière s'unir en se distinguant des autres classes, s'opposer victorieusement à tout ce qui veut la mutiler, la brimer ou la militariser. Mais cette adhésion implique à l'égard du prolétariat espagnol des devoirs précis et multiples.

Le plus urgent, c'est sans doute de participer sérieusement au ravitaillement des combattants et de leurs familles, de soulager toutes les misères que la guerre provoque et entretient. Et si nous sommes confiants dans l'issue de la lutte engagée là-bas, c'est sans doute parce que nous apprécions l'effort d'organisation militaire improvisé en quelques mois, mais c'est aussi parce que nous connaissons et admirons l'admirable spontanéité d'un prolétariat dont les plus dures épreuves n'ont pas abattu la fierté !

Le régime soit devenu totalitaire. Notre vigilance s'efforcera de les découvrir et de les combattre, même lorsqu'ils apparaîtront dans nos groupements, et dans l'esprit de nos meilleurs amis.

C'est parce que nous sommes tous inspirés par l'esprit prolétarien que nous pouvons, sans risques, opposer nos interprétations de la situation et nos conceptions de la tactique.

Quand nous pensons à l'Espagne, nous n'avons pas besoin de nous hypothétiser sur la frontière des Pyrénées et de nous exciter pour la sécurité de la France. Nous sommes tout naturellement avec les ouvriers espagnols, soutenant leur gouvernement républicain, comme nous serions demain avec les ouvriers italiens dressés contre leur gouvernement régulier.

Nous n'avons pas besoin, pour organiser notre effort de solidarité, de nous appuyer sur le Droit international. Nous pensons qu'il faut tout entreprendre, tout ce qui est possible, pour aider les révolutionnaires espagnols.

On reproche à quelques-uns d'entre nous d'avoir approuvé la politique de non-intervention, d'avoir même souhaité la fin rapide de la guerre espagnole. C'est parce que nous voulons (et ce n'est pas notre faute, si l'on n'a pas su ou pas voulu rendre cette politique efficace), écarter les nations européennes du champ de bataille espagnol, éviter que la guerre de classe d'Espagne ne se prolonge en conflit international, que les impérialistes utilisent à leurs fins l'héroïsme de nos admirables camarades.

Nous avons le droit aujourd'hui de déplorer les excès du militarisme et les exigences d'un parti, dont les actions sont déterminées par les volontés d'un gouvernement. Ce que nous voulons préciser en Espagne, c'est l'effort social accompli sous la direction des organisations syndicales, ce sont les promesses de libération ouvrière, c'est la tendance vers le socialisme (au sens le plus large du mot).

Et c'est encore notre esprit prolétarien qui nous mène, lorsque nous intervenons en faveur des antifascistes poursuivis par le Gouvernement de Barcelone. Nous ne prenons pas parti. Nous voulons même ignorer les antagonismes actuels, mais nous ne pouvons accepter sans réaction, sans surprise émoue, les accusations infamantes portées contre les premiers défenseurs de la République espagnole.

D'aucuns se gargarisent de tirades héroïques sur les nécessités révolutionnaires, il y a entre ses luttes et les miennes, ses souffrances et les miennes, ses espoirs et les miens, une interdépendance souveraine.

International ! Le mot a-t-il encore un sens aujourd'hui, cependant que les prolétariats des divers pays semblent liés, par ceux qui les guident aux nationalismes les plus violents.

Et pourtant, n'est-ce pas tout simplement, sans effort, sans action des idéologues, par leur mouvement spontané, que leur œuvre révolutionnaire perdait toute base solide, et qu'il fut étendu dans le pays. En multipliant ses minorités ouvrières, la République espagnole favorise ses ennemis du dehors et ses profiteurs du dedans.

Notre adhésion à la Solidarité Internationale Antifasciste exprime notre espoir de voir la classe ouvrière s'unir en se distinguant des autres classes, s'opposer victorieusement à tout ce qui veut la mutiler, la brimer ou la militariser. Mais cette adhésion implique à l'égard du prolétariat espagnol des devoirs précis et multiples.

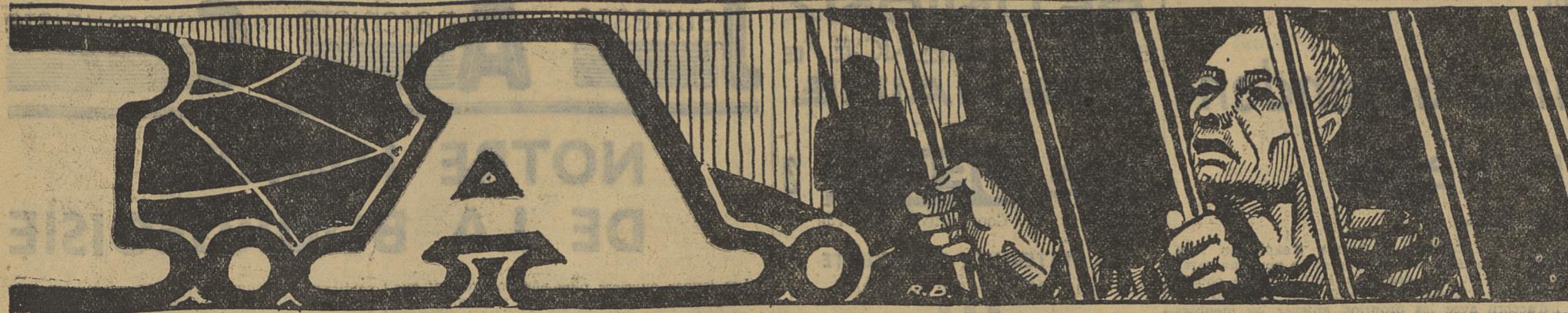
Le plus urgent, c'est sans doute de participer sérieusement au ravitaillement des combattants et de leurs familles, de soulager toutes les misères que la guerre provoque et entretient. Et si nous sommes confiants dans l'issue de la lutte engagée là-bas, c'est sans doute parce que nous apprécions l'effort d'organisation militaire improvisé en quelques mois, mais c'est aussi parce que nous connaissons et admirons l'admirable spontanéité d'un prolétariat dont les plus dures épreuves n'ont pas abattu la fierté !

Roger HAGNAUER.

Réunions et Permanences de la S.I.A.

(Suite)

MARSEILLE-CAMOIN. — Permanence tous les soirs de 17 h. 30 à 19



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Faucier 596-03

Los actos de la S.I.A.

Conviene subrayar los óptimos resultados que la S.I.A. está obteniendo en la campaña que ha emprendido a través de Francia. En los pocos meses que lleva de existencia, nuestra organización ha conseguido una extensión y una influencia que asombran.

En efecto, el resultado obtenido en el mitin de Japy no puede sino sorprender, y casi dejar atónitos a mucha gente. Compañeros que han estado ausentes de París y que han asistido al mismo, nos han expresado su sorpresa de que se haya podido lograr estos resultados.

Pero no es solamente en el mitin de Japy donde se ven los resultados. Es en todas partes donde se organiza un acto, con algún sentido de lo que esto supone, desde luego. El camarada Huart, que acaba de efectuar otra gira de propaganda a través de Francia, nos ha manifestado su satisfacción por el público que ha encontrado en todas partes.

Y no solamente por la cantidad de público, sino por el entusiasmo que demostraba. Es posible hacer vibrar los sentimientos del pueblo francés en favor de España. Lo que se precisa es trabajar honradamente, es no hacer de estos sentimientos plataformas de política partidista. Y como se comprende que precisamente esto no tiene lugar en la S.I.A., el público aplaudía, y está de acuerdo con nuestra labor.

En todas las ciudades donde los militares, las conferencias, las veillées se organizan, tenemos éxito. S.I.A. ha sacudido el letargo, la pereza de mucha gente. Y seguirá sacudiéndolos.

El combate para España se desarrolla bien por nuestra parte, dentro de la esfera de acción que nos toca y teniendo en cuenta las circunstancias en que nos encontramos. Si todas las entidades,

todos los individuos que tienen interés en que el fascismo no triunfe obrarán como nosotros y con el mismo rendimiento, la victoria estará asegurada en España.

Estamos satisfechos. Pero a pesar de todo no es bastante. Queremos más.

Queremos desarrollar nuestra fuerza. Queremos multiplicar el número de actos. Queremos que venga a ellos más público. Queremos pegar más carteles, distribuir más manifiestos. Queremos despertar a más gente. Queremos movilizar a mayor número de hombres y de mujeres para la agitación en favor de España. Queremos más socios también, aunque diariamente vengan nuevos pedidos de tarjetas y de sellos.

Estamos satisfechos y no lo estamos. No lo estamos por completo, porque sabemos la inminencia del esfuerzo que debe hacerse, y que si bien lo logrado es ya mucho, resulta poco al lado de lo que las circunstancias reclaman.

Todo es relativo, menos la muerte. Nuestro éxito, visto desde el plano de la inexistencia nuestra, de la nada, es enorme. Visto desde el plano de lo que espera la España antifascista, es aun poco.

Trabajemos para que sea mayor.

Pedid material

Redoblemos de energía. Para la S.I.A., para la lucha contra el fascismo.

Para ayudar a los que hacen valerosamente frente a las acometidas fascistas en el frente de Teruel.

Cuando tantos hombres mueren, sufren, conocen la desesperación de no poder aguantar como quisieran, debemos respaldarlos.

Debemos acudir en su auxilio. ¡S.I.A., S.I.A., S.I.A.!

Que es como decir: ¡Apoye creciente y efectivo a nuestros combatientes!

¡El fascismo no debe vencer!

En su reciente discurso, Hitler ha dicho que quería asegurar, con Mussolini, la « independencia de la España nacionista » ¿Qué significa esto? Significa que está dispuesto a que toda España sea nacionalista. Después de lo cual, no intervendrá violentamente en ella.

Esto se explica. No intervendrá porque ya estará toda ella en manos de agentes tuyos, nacidos o no en nuestro país. Es como las naciones coloniales, que no intervienen ya violentamente en sus colonias... porque están establecidas en ellas.

En este caso, el asunto sería peor, porque aun, las colonias están sometidas a la fuerza la mayor parte de las veces, mientras ahora, es un pretendido jefe de Estado que entrega su propio país.

Yo lo entrego, no sin duda por el gusto de traicionarlo, sino por sus designios propios. Lo entrego porque es la sola manera de no ser vendido si se sirve de sus solas armas. Ha habido en la historia pocos ejemplos de esta clase.

Sabemos que los alemanes van a España a buscar hierro y cobre, plomo y mercurio. Sabemos que los italianos van a buscar hierro que no tienen y necesitan, y todas las demás mercaderías que hacen falta a los alemanes. Es decir, que si España era ya antes un país pobre, y si el español uno de los habitantes de Europa más desgraciados, ¿qué será mañana la España de Franco?

Dicen que Rossini, el gran compositor italiano, al encontrarse un día con un español, lo abrazó con efusión. Como lo preguntan el motivo de este desbordamiento intempestivo, contesté que porque gracias a los españoles, Italia no era el fúrgon de cola del tren europeo.

Ahora, no ocurre probablemente lo mismo. Sabemos en qué situación se encuentra Italia. Es probable que, a pesar de todo, sea el fúrgon de cola, o en todo caso, España no le va en zaga. Pero, ¿qué sucedería si los que intervienen en nuestro país lograsen sus propósitos?

Entonces la suerte nuestra sería infinitamente peor que antes. Infinitamente peor, porque primero el fascismo aumenta rápidamente la miseria, aun cuando aumente la producción, porque el número enorme de parásitos que mantienen a costa de los trabajadores hace que queden para estos últimos muy poco que comer. Luego, porque además de la explotación nacional, tendríamos la internacional.

Y la internacional la tenemos ya bastante antes. Los capitales franceses, belgas, ingleses colocados en nuestro país son cuantiosos. Tan cuantiosos, que buena parte de los ferrocarriles, de los tranvías, de las fábricas, y la mitad de las minas — las mejores a menudo —, están en manos de capitalistas, empresas, accionistas de esas nacionalidades.

Todo esto será respetado por el fascismo, porque Inglaterra tiene medios para hacerse temer. De modo que España no dejará de seguir pagando tributo a sus acreedores o propietarios. Pero tendrá los nuevos. Tendrá a los

propietarios italianos y alemanes, que se agregarán a los primeros. Y ¿queréis decirme qué quedará para nosotros?

Porque, además, estará el problema de la reorganización del país, de las reparaciones de las regiones destruidas. Si nada ha quedado de Teruel, si Guernica ha sido arrasado, cuantas ciudades y aldeas han do sufrido todavía la misma suerte! Y como los capitalistas españoles no invertían con facilidad su capital — que ha quedado en parte destruido — en los empréstitos del Estado, lo harán los de la City Bank, y el viejo John Bull contribuirá a colonizarnos más que antes.

El porvenir se abre ante el país de nuevo tremendo, en caso de victoria de los fascistas. Por esto, incluso ciertos fascistas que creyeron hacer bien al principio cuando se pronunciaron por Franco, se arrepienten ahora.

Se arrepienten porque ven el dominio internacional aplastar al pueblo español y humillarlo como nunca lo fué. Siquiera la conquista árabe desarrollaría la potencialidad económica de nuestro país en beneficio por igual de los invasores y de los indígenas. Pero ahora se trata de una colonización en regla. El pueblo quedaría sólo con la tierra mala para trabajar, al cincuenta por ciento con los caciques.

Y aun, hay motivo para preguntarse hasta qué punto tendrá la tierra. Se sabe que en Andalucía Queipo de Llano ha instalado alemanes que fueron enviados por Hitler que no podían darles de comer. ¡Alemanes en Andalucía! No queremos atacar en sí a la raza germana, que tiene sus cualidades y sus defectos, como tenemos los nuestros. Pero la quién se le ocurre querer mezclar dos razas tan distintas? Lo mismo sería si mandáramos andaluces a Alemania.

Pero el hecho queda. Los alemanes han sido enviados. Sabemos que no hay en el régimen actual, que el fascismo español no destruye, bastante tierra para nuestros campesinos. Allí está la emigración para probarlo. El problema sólo podrá resolverse con la expropiación a que se ha procedido en la España antifascista. Como no se hace, ¿qué situación será la nuestra?

Pobre España si vence el fascismo! Es por esto que debemos procurar, por todos los medios, triunfar sobre la bestial apocalíptica que se ha abatido sobre ella. El fascismo no debe pasar. El fascismo no debe vencer. Tenemos ya

bastante con los explotadores tradicionales de nuestros países, explotadores a los que no destruyen los invasores. El cacique es respetado, el capitalista español también. Si a estos se añaden otros, si hemos de pagar más caro mañana el hierro y el cobre por la competencia que se nos haga, si nuestras aduanas han de estar a merced de otros países que pretenderán salvar su situación a costa nuestra, serán decenios y decenios de miseria, de opresión que nos esperan. Veremos aparecer la situación que conocimos cuando Felipe II.

Evitemos a todo trance.

D. Pablo TENAZ.

Carta de un sindicalista

Esta carta que escribo, creo que la habría firmado lo mismo el compañero Angel Pestana, fundador de nuestro partido y que fué nuestro guía hasta su muerte que tanto es de lamentar.

Y digo que él la habría firmado, porque siempre, desde el principio de la lucha actual contra el fascismo, se esforzó por conseguir que las fracciones antifascistas se respetaran, se comportaran noblemente, y que ninguna perjudicara a las otras. Poco han tenido como él la sensación de que la colaboración real entre todos era necesaria, y que debíamos constituir una familia en la cual todos los miembros colaborasen noblemente.

Siendo así, y compartiendo yo este criterio, lo mismo que tantos miembros del Partido Sindicalista, y cómo habrámos de ver con malos ojos esta organización de la Solidaridad Internacional Antifascista, que tiene por objeto materializar lo que siempre hemos creído necesario?

La unión entre todos los antifascistas es necesaria siempre, en la victoria, como en los momentos malos.

Avanzaremos una época de optimismo. En esta última temporada hemos logrado avanzar sobre el enemigo, y esto nos da la esperanza de que re-conquistaremos a España. Supongamos

que los propósitos de Franco, de Hitler y de Mussolini.

Somos pues un número bastante grande de compañeros de mi partido que hemos adherido a esta institución, y desevo que todos hagan lo mismo que nosotros. Si, desde los primeros tiempos de la guerra, se hubiese pensado en organizar esta comisión de esfuerzos, de espíritu y de sentimientos, habríamos podido tal vez evitar hechos dolorosos que se han producido, y que dan lugar hoy a una represión que, como sindicalistas, no podemos admitir.

Lo hermoso de la S.I.A. es que comprende el antifascismo bajo su aspecto general y popular, proletario, de modo que todos los trabajadores, todos los campesinos, todos los que sienten la causa de los mismos sinceramente, están a sus anchas en ella.

Además, la obra que internacionalmente se hace beneficia nuestra lucha.

Adelante pues, compañeros de la S.I.A., y especialmente los de las naciones extranjeras, que disponen de más recursos que nosotros para que su esfuerzo material surta efectos! Por la victoria contra el fascismo y por la emancipación de los trabajadores!

Pedro Alcalá.

Alcoy — enero de 1933

Los banqueros ingleses apoyan a Franco.

Pero la libertad venció a la reacción en otras ocasiones.

¡Arriba todos!
¡A vencer!

A todos los trabajadores antifascistas

SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA es un organismo creado para intensificar y hacer efectiva la solidaridad, el apoyo moral y material entre los antifascistas de todo el mundo.

SOLIDARIDAD para tender la mano amiga y generosa al compañero caído. Solidaridad para acudir en auxilio de las víctimas, de los tres desamparados, de todos aquellos que han sufrido el rudo golpe del fascismo criminal.

La agresión reaccionaria, encarnada en el fascismo, se hace cada vez más dura y horrorosa. No hay piedad ni compasión para las mujeres, niños y ancianos. La guerra impuesta es despiadada y cruel y sus consecuencias reverberan en todos los órdenes de la vida.

Es en este momento, pues, un deber, una obligación practicar el principio de solidaridad.

A eso viene la S.I.A., a practicarla decididamente, intensamente, hasta el límite de que sean capaces de llevarla a cabo todos los hombres.

SOLIDARIDAD alejada de todo sectarismo y de toda política. Solidaridad que mueve las fibras sensibles del ser humano al contemplar el dolor con su trágica desnudez. Solidaridad que es sensibilidad y bondad, sin etiquetas ni plataformas partidistas. La solidaridad no entiende de estas cosas, la mano se tiende fraternal para la víctima sin que deba importarnos su filiación sindical ni política. Victimas antifascistas. Para ellas todo nuestro apoyo desinteresado y humano.

Para llevar a cabo esta obra sen-

timental la S.I.A. necesita de vosotros trabajadores todos. De vosotros que sois el nervio de la vida. De vosotros que unis el sufrimiento, la bondad y el cariño amados en la lucha diaria por la existencia.

La S.I.A. viene a cumplir esta misión altísima. Fraternidad, solidaridad, apoyo mutuo. En el taller, en la fábrica, en la oficina, debéis proclamar estos tres lemas para que se fundan en el crisol del sentimiento.

S.I.A. llevará su ideario a través de la fronteras, recorrerá el mundo amasado por la bestia negra. S.I.A. tiene como hermanos a todos los hombres que luchan contra la tiranía en defensa de la libertad de los pueblos.

CAMARADA trabajador, obre-ros del músculo y de la inteligencia: dad a conocer en vuestros sitios de trabajo el alcance de nuestra agrupación!

S.I.A. es un organismo de defensa, de apoyo, de solidaridad a todos los antifascistas del mundo. S.I.A. cuidará de los niños y mujeres que han sufrido en sus deudos el zarzal de la fiera fascista. S.I.A. mitigará el dolor de los que sufren y padecen.

Trabajadores, hermanos, ingre-sad y haced que vuestros amigos ingresen hoy mismo en SOLIDA-RIDAD INTERNACIONAL ANTI-FASCISTA!

Por el Consejo local de S.I.A.
de Barcelona
EL SECRETARIO.

Entrevista en la embajada

El martes pasado, una delegación de la S.I.A. fué recibida por el embajador de España.

Dicha delegación estaba integrada por Jean Nocher, Louis Lecoin, Georges Pioch, Marceau Pivot, René Belin, Gaston Guiraud, y Grandjonan, este último en representación del Comité de Vigilancia des intellectuels antifascistas.

El embajador escuchó con atención las palabras de los visitantes que expresaron su pesar de que hubiera en España presos antifascistas. En ningún momento negó el

hecho que la prensa de los perseguidores, de aquí y de allí se obtenga en desmentir, afirmando según su costumbre que se trata de traidores de espías, etc..

Declaró que avisaría al gobierno Negrín de la visita de nuestra delegación que va a realizar un acto grandioso en Barcelona, y a pedir al gobierno la amnistía para los presos antifascistas.

La delegación saldrá la semana próxima. En el próximo número, diremos a nuestros lectores quienes la compondrán.

Notas desde España

ANSIAS

Estamos ansiosos. Ansiosos de que vuelva pronto la primavera, el sol más cálido, la dulzura de la atmósfera.

Será el final del frío, que mucha falta nos hace. Hay desde luego días de sol en estos meses, y jamás sus rayos nos parecen tan hermosos, tan alegres, tan deseables.

Es que las cosas se valorizan de acuerdo a la necesidad que de ellas se tiene. Crecer en economía esto entra en la fijación de los precios. Entra en realidad para todas las necesidades humanas. Donde hay agua abundante, no le damos ningún valor. Pero donde escasea, nos parece un tesoro del que somos tan avorados que Eliseo Reclus afirma en su Geografía Universal, que ciertas casas de Aragón han sido construidas con argamasa hecha con vino, para ahorrar el agua.

Ahora andamos escasos de calor artificial, y apreciamos más el calor natural. No niego que el invierno tenga su encanto, pero es sobre todo cuando se tiene ropa bien caliente, y los pies al amor de la lumbre, como ocurrir a la mayoría de los poetas que lo cantan. Cuando, también, se tiene por dentro bastante combustible alimenticio para tener las calorías y las energías necesarias a fin de poder reaccionar contra los agentes externos con otra cosa que con la voluntad.

Por esto, cuando pasamos por el Prat de Llobregat, miramos los brotes que apuntan de los campos, y alguna que otra flor blanca anuncia de un fruto próximo. Dice la leyenda que un rey, para incitar a sus súbditos a comer patatas, llevó en el ojal la flor de las mismas.

A nosotros, hoy, estas flores nos parecen tan hermosas como las mismas rosas.

Antifascista.

LA QUESTION DES LOYERS

Les propriétaires défendent leurs priviléges

La Chambre Syndicale des Propriétaires de Paris a fait publier un livre en 1937, dans lequel les propriétaires cherchent à expliquer leurs opérations délictueuses et illégales, depuis la guerre.

C'est écrit d'une façon onctueuse et, tout de suite, alors qu'il s'agit de propriété, l'auteur demande un avis, et vous ne savez pas à qui ? tenez-vous bien, camarades libertaires, et répétez-le à tous nos braves camarades de l'*Huma*, du *Popu*, de l'*Œuvre*, etc., etc. A la page 6 de ce livre, on lit :

« Faut-il être pessimiste ? Ce n'est pas mon sentiment — dit l'auteur — car on doit entreprendre une innovation intéressante. Le parti tenu pour le plus avancé de tous a publiquement manifesté son respect de la propriété privée ; c'est une adhésion passablement imprévue... »

A la page 81 on lit :

« L'Humanité, qui se proclame « organe central du Parti communiste (S.F.I.C.) », a publié le 18 octobre 1936 une lettre adressée par le Comité Central de ce parti à M. le président Edouard Daladier, et au Congrès national du Parti radical-socialiste. De ce document authentique, nous extrayons le paragraphe intitulé : « Pour le maintien de l'ordre public ». Comme vous, nous pensons que l'ordre public est indispensable. Il l'est d'autant plus qu'il s'agit de créer des conditions d'un redressement économique. L'ordre public ne peut se concevoir hors des respects de la loi, comme doit être respectée la propriété privée. »

D'ailleurs, notre secrétaire général Maurice Thorez a déclaré : « Les propriétaires ne sont nullement opposés à toute propriété... »

L'auteur du livre des propriétaires ajoute : « Je me contente de prendre acte de cet aveu communiste, la propriété privée doit être respectée. Vous avez lu, M. Thorez, M. Daladier sont pour la propriété privée. Nous n'en demandons pas davantage, cependant je n'hésite pas à affirmer que cette volonté du parti communiste n'est ni le fait du hasard, ni une habileté vulgaire. Voilà pourquoi les communistes français chantent « la Marsiglaise » et défendent la propriété privée. »

Pour que le représentant des propriétaires de France, M. Tannery, disait qu'il avait plus de 30 millions en espèces sonnantes, qui pourraient être employées par le commerce.

Depuis 1926, jusqu'aujourd'hui, cela n'a fait que croître et embellir, mais les dépôts ne sont plus à la Banque de France, ou ailleurs en France, ils sont à l'étranger.

Les propriétaires ont traité de leurs immeubles, comme d'une marchandise, sans aucun risque, en spéculant abusivement sur les troubles de la guerre mondiale de 1914, pour faire la capitalisation séculaire, qui était la raison d'être des priviléges que leur accorde le Code civil. Capitalisation basée sur l'intérêt à 5% brut, c'est-à-dire en supportant les impôts fonciers, auxquels ils étaient astreints.

Les propriétaires sont les fascistes les plus autoritaires, volant les locataires, et les méprisants.

Avec les milliards qu'ils ont pris, les propriétaires se sont constitué des fortunes mobilières, avec l'or, l'argent, les devises étrangères, comme nous l'expliquerons prochainement.

(A suivre.)

17 MARS !

C'est la date de parution de notre organe d'usine. Enfin, ceux qui peinent pourront avoir une tribune pour exposer leurs conditions de travail.

Pas une usine, un chantier, un bureau, — bref, tout lieu où l'exploitation sévit — sans un correspondant.

Rien de ce qui touche le travail, les salaires, les conditions d'hygiène ne doit être ignoré. C'est dans la connaissance des industries, des moyens techniques, des bénéfices réalisés, que nous comprendrons le mieux l'engrenage capitaliste.

Cet organe permettra une meilleure liaison, un plus grand rendement dans la propagande. Tous nos camarades doivent saisir toute la portée de cette feuille pénétrant partout.

Initiative de savoir écrire, de faire de la littérature, complément des faits précis à la portée de tous. Dans la mesure où chacun de nous comprendra qu'il est nécessaire de mieux coordonner nos efforts, notre propagande sur la base du travail y gagnera. Ainsi nous développerons notre doctrine, nos idéaux, nos buts. Nous tenterons renouveler l'esprit de révolte conscient, l'esprit de classe. L'*Exploité* nous donnera la possibilité de toucher ceux qui nous ignorent, soit par calcul, soit par intérêt, ou par ignorance. Nous réussirons à combattre non seulement le patronat, mais ceux qui le soutiennent pour des mobiles politiques. A la propagande qui tend à faire des ouvriers des collaborateurs, des auxiliaires, nous opposerons une base sur des faits, des chiffres, notre sens de la lutte révolutionnaire. Nous démontrerons que aucune possibilité de collaboration de classe sur n'importe quel terrain ne peut se réaliser.

A ceux qui ne considèrent le syndicalisme que comme un moyen d'amenuiser les conflits entre le patronat et le prolétariat, nous apprendrons et cela sans rien changer à ce qui est la substance même du syndicalisme, la charte d'Amiens.

Parlent notre voix, se fera entendre. Mais, pour qu'il puisse en rester quelque chose, il faudra, et là encore est un des nombreux buts du journal, organiser des groupes de propagande anarchiste sur la base du travail.

Le travail, camarades, que chacun soit un correspondant, un propagandiste.

Il faut que le premier numéro de l'*Exploité* soit placé avant même son tirage. Individuellement, faites vos commandes au « *Libertaire* ». Que les groupes comprennent qu'ils doivent aider les camarades qui ont pris à charge de faire mieux qu'hier. Il ne faut pas dire : « nous

attendons, nous voulons nous rendre compte ; car ainsi on ne prend pas sa part de responsabilité, tout en renouvelant le geste de Ponce-Pilate. C'est maintenant qu'il faut concrétiser l'action directe, politique, autonome du prolétariat, démocratie ouvrière, etc. L'*Exploité* y aidera parmi le prolétariat, dans la mesure où ceux qui appartiennent déjà à l'U.A. feront le reste.

L'*Exploité* doit être la réalisation de tous ceux qui pensent que nous devons former un barrage à la propagande stalinienne.

Mais il sera tout l'organe de combat contre le patronat. De plus il apportera de l'air frais, un sens véritable au terme proléttaire. Il fera le point sur des termes tels que Révolutionnaires, compris bien souvent comme « tube digestif ».

Par sa forme, son contenu, il fournira une expérience sur nos possibilités constructives présentes et à venir. Rien n'est plus décevant, décourageant, que de constater chez ceux qui subissent comme nous la dictature capitaliste qu'ils nous considèrent comme des utopistes ou nous qualifient d'épitaphes inexacts.

Dans ses tribunes sera défini ce que nous sommes, ce que nous voulons. Des articles documentaires et d'actualité préciseront notre mouvement.

Ceux qui travaillent auront largement la place pour montrer l'exploitation dont ils sont les victimes. Les principales industries-lès seront représentées.

Le problème de l'éducation, de la « science de notre meilleur » sera traité en profondeur. Une tribune libre sera ouverte pour analyser, clarifier les problèmes d'aujourd'hui et ceux qui viendront. Les tâches que nous incombeant seront définies sans équivoque.

Nous réussirons si chacun y contribue par un travail non impératif, sporadique, mais par une continuité dans l'effort vers le but à atteindre.

L'*Exploité* sera la clameur de tous par l'effort de tous qui ne sera pas, A vous, camarades anarchistes de le comprendre.

Pour tout ce qui concerne le journal, l'*Exploité*, écrire à Roger Coudry, au *Libertaire*. Envoi d'argent au chèque postal : Georges Gourdin, Paris 387-63, Livry-Gargan (S.-et-O.).

P.S. — La réunion du bureau de rédaction aura lieu le 10 mars à 20 heures trente, très précisément au *Libertaire*.

Les camarades ayant accepté du travail doivent être là. A quand la rentrée des listes de souscription ? Nous en avons besoin absolument.

Roger Coudry.

Je m'abonne au "libertaire"

Pour SIX MOIS, UN AN (1), dont je vous envoie le montant, soit francs, à partir du

Signature :

FRANCE ETRANGER
52 Nos ... 22 fr. 52 Nos ... 36 fr.
20 Nos ... 14 fr. 28 Nos ... 18 fr.

chèque postal : Scheck André, Paris 487-78, rue de Bondy, 9, Botzaris 63-27

(1) Biffer la mention inutile.
(2) Écrire lisiblement.

NOM (2)

ADRESSE

VILLE

DEPARTEMENT

REUNIONS ET CONFERENCES DE LA SEMAINE

Montreuil

JEUDI 3

Salle de la Coopérative, 11, rue de l'Eglise.

LA MATERNITE CONSCIENTE

par une camarade du groupe

Paris XII 6, rue Saint-Bernard, 20 h. 30.

LA PATRIE CE MENSONGE

Orateurs : Servant, Lagardère.

Paris III 4, rue des Archives.

LE STATUT MODERNE DU TRAVAIL

Orateur : Guyard.

Paris IX 4 VENDREDI

Salle « au Cadet », face métro Cadet.

PEUT-ON RESORBER LE CHOMAGE EN REGIME CAPITALISTE ?

Controverse : Un orateur de l'U.A., un orateur des J.E.U.N.E.S.

Issy-les-Moulineaux MARDI 8

Salle du Mignon Palace, 96, bd Gambetta.

POURQUOI NOUS NE TENDRONS JAMAIS LA MAIN AUX CATHOLIQUES

Orateurs : Servant, Patorni.

Fontenay-aux-Roses 40, rue de Bagneux 21 heures

POURQUOI NOUS NE TENDRONS JAMAIS LA MAIN AUX CATHOLIQUES

Orateurs : Jatteau, Jean Gotreau, Gourdin.

Champigny VENDREDI 11

à 20 h. 30, Maison des Syndicats 8, rue Joséphine

POURQUOI NOUS NE TENDRONS JAMAIS LA MAIN AUX CATHOLIQUES

Orateurs : Servant, Barzanette, Vignier.

Vaujours 9, rue Joffard, à 21 heures

POURQUOI NOUS NE TENDRONS JAMAIS LA MAIN AUX CATHOLIQUES

Orateurs : Frémont, Pedron.

GRAND MEETING ORGANISE PAR LA LIGUE INTERNATIONALE DES COMBATTANTS DE LA PAIX POUR SAUVER LA PAIX !

Pour protester : CONTRE LA COURSE AUX ARMEMENTS qui conduit à la Ruine !

CONTRE L'UNION SACREE qui peut conduire à la Guerre !

CONTRE TOUTE MILITARISATION DES CONSCIENCES !

Assister en masse au GRAND MEETING

organisé le mercredi 9 mars, à 20 h. 45, aux SOCIETES SAVANTES, 8, rue Danton, PARIS (Métro : Saint-Michel)

sous la présidence de Armand Charpentier, président de la Ligue Internationale des Combattants de la Paix

avec le concours de : G. Pioch (L. I. C. P.), A. Patorni, H. Jeanson, R. Jospin, Mediano, J. Martin, R. (R. I. G. M.), J. Nocher (J. E. U. N. E. S.), Couderc (U. A. S.), Drévet (L. I. C. P.), Hauguer (Enseignement), J. Humbert (Gde Réforme), de Weber Duthiers, J. Sanguier, F. Challaye, de Weber Duthiers (L. I. C. P.), M. Vernet, O. Laguerre.

Participation aux frais : 3 francs. Chômeurs : 1 franc.

L'EDITION DES ŒUVRES DE BERNIERI

Le Comité Camillo Berneri remet tous les camarades qui ont encouragé et aidé l'initiative de recueillir les écrits de notre grand disparu.

Il a le devoir de faire connaître aux camarades français que le livre « Pensées et Batailles », d'imminente publication, sera édité en italien.

Le Comité pense en faire plus tard une édition française, tant le livre est intéressant et nécessaire pour mieux faire connaître la figure de Berneri.

Comité Camillo Berneri, 1, rue des Vergers, Savigny-s/Org (S.-et-O.).

PETITE CORRESPONDANCE

A. Schoupe, Seine. — Merci. Capelle, oui. Vigné. Non. Amitiés.

COMMUNICATIONS DIVERSES

◆ Groupe local de Propagande et d'Action syndicale de l'Hay-les-Roses. — Baldemberg (Camille), profession terrassier, à partir de ce jour 21 février 1938, ne doit plus se réclamer dudit Comité, sous aucun motif. — Le Comité local de l'Hay-les-Roses.

◆ Le vendredi 11 mars, Charles d'Avray sera au programme du cabaret de La Vache Enragée, 38, rue Custine.

◆ Le Comité Camillo Berneri remercie tous les camarades qui ont encouragé et aidé l'initiative de recueillir les écrits de notre grand disparu.

Il a le devoir de faire connaître aux camarades français que le livre « Batailles et Pensées », d'immédiate publication, sera en italien. Le Comité pense en faire plus tard une édition française, tant le livre est intéressant et nécessaire pour mieux faire connaître la figure de Berneri.

◆ Le vendredi 11 mars, aura lieu, au « Café de Versailles », 3, place de Rennes, la première soirée du « Studio Littéraire et artistique ».

Président-fondateur : Marius BRUBACH; secrétaire général : Louis GRAD. Au programme, Le cinquième souvenir de Marguerite Greylval.

Auditions de poèmes et de chansons avec le concours des anciens interprètes et collaborateurs de la grande artiste disparue.

Notre pays en pleine agitation révolutionnaire sera la proie du fascisme hitlérien ou mussolinien ? c'est à voir. Le premier résultat d'une politique de classe, ce sera la levée des blocus qui permettrait la victoire de la C.N.T.-F.A.I., qui aurait sa répercussion non seulement dans les Etats

partenaires à une classe bien distincte et la plus nombreuse, la classe ouvrière, qu'ils auront senti les nécessités de la lutte de classe, qu'ils comprendront toutes les possibilités de cohésion de la jeunesse ouvrière, ils découvriront le chemin de l'anarchisme et la voie de notre organisation.

P. SERVANT.

Jeunesse A anarchiste C communiste

NOTRE HAINE DE LA BOURGEOISIE

Les jeunes ouvriers plus particulièrement que les adultes qui souvent se font une raison des vexations que leur impose la société bourgeoise ressentent la différence de situation sociale entre eux et l'adversaire.

Ce sentiment se manifeste par un défi au sens bourgeois, condamné par sa morale au nom de sacro-saints principes décalant d'une tradition soit patriotique, soit religieuse, un défi qu'il faut défendre et même exploiter, un défi bien ancien dans le cœur des jeunes ouvriers, c'est la jalouse.

Cette jalouse n'a rien de commun avec la passion, elle n'est pas provoquée par une quelconque faiblesse spirituelle, elle est issue du problème économique : c'est la jalouse matérielle.

La morale condamnant ce sentiment, basé sur des principes du respect de la propriété privée, individuelle doit être à son tour condamnée par les désirs de justice et d'é

PARIS-BANLIEUE

PARIS XI^e ET XII^e

Le groupe a envisagé, pour sa réunion publique mensuelle, comme causerie : **La patrie, ce mensonge. Comme la religion, la patrie est l'opium du prolétariat.**

Parents, qui envoyez vos enfants au confessionnal, dites avec Voltaire : « Qu'au contraire, les prêtres apprennent plus de sottises aux filles, que tous les garçons du quartier ne pourraient leur en faire ». Il en est de même pour les politiciens qui font croire aux masses qu'elles ont une patrie. Au nom de celle-ci on leur fait commettre les crimes les plus atroces, on les fait participer à des massacres collectifs pour des intérêts contraires aux leurs.

C'est à tous ceux qui se prétendent avancés que nous faisons appel, nous leur rappellerons que la patrie n'appartient qu'aux capitalistes et qu'elle représente le bobard le plus dangereux pour le maintien de la paix.

Alerte aux chômeurs

Tout futur chômeur ou chômeuse ayant travaillé, sans arrêt pendant six mois, perd automatiquement sept jours d'allocation de chômage.

Camarades chômeurs, le faubourg est toujours libre, de la Bastille à la Nation ; si ce paroisse ne vous convient plus, j'en ai un autre à vous proposer : Nation, Abattoirs de la Villette, ou de Vaugirard ; plus de « Marseillaise », et plus d'« Internationale », mais le cri de la braise : bœ... bœ... bœ... Vous serez dans votre rôle, et peut-être le Front populaire dégénérera-t-il se pencher sur votre sort. — A. Vallet, ex-couloir, de la cellule 1.143.

PARIS-XX*

Le sous-groupe du XX^e fait savoir qu'une causerie aura lieu, le mercredi 9 mars, 23, rue d'Avron, Brasserie des Nations, sur ce sujet : La guerre est à nos portes. Présence assurée de deux camarades de l'U.A. Nous demandons à tous les copains d'être présents.

CARRIERES-SUR-SEINE

Vendredi 11 mars 1938, à 20 h. 30, réunion au Café du Moulin.

La fête du 20 février a réussi pleinement, au contentement général. Les lots de la tombola sont à la disposition des gagnants, au Café de la Mairie. Liste des numéros gagnants :

139	163	166	235	249	274	284	390
453	471	517	549	559	655	656	778
808	937	1.050	1.071	1.074	1.103	1.164	1.172
1.230	1.357	1.372					

CHAMPIGNY

Le Comité de propagande et d'action syndicale organisait, le samedi 19 février, une réunion intercorporative ; sur près de 3.000 syndiqués de la localité, une soixantaine ont répondu à l'appel. Loin de nous rejouer de ce résultat, nous voulons rechercher les causes et, ainsi, aider les copains syndicalistes qui se dépensent énormément, l'entendent par les copains de la base.

D'abord, nous pensons que ce ne sont pas trois assemblées par an qui peuvent faire une agitation sérieuse ; si c'est pour si peu de réunions, il est inutile d'avoir une aussi grande salle, et si chère ! D'autre part, il faudrait qu'une fois par mois les ouvriers de Champigny, sans distinction de corporation, en laissant à la porte leur esprit de parti, puissent venir discuter de toutes les questions les intéressantes et apporter leurs suggestions. Pour cela, pas besoin de fonctionnaires syndicaux ; les ouvriers feront leur éducation eux-mêmes. Les libertaires sont animés de ce grand esprit d'union, mais il se refusent à tendre la main à ceux qui, de tout temps, furent des traitres. — Le Groupe aux

COLOMBES

Liste des lots non réclamés de la tombola tirée au cours de la soirée artistique suivie de bal que nous avons organisée samedi dernier, salle du Cadran : 1.310, 1.607, 1.693, 1.681, 645, 271, 807, 046, 189.

Les camarades possédant ces billets gagnants peuvent retirer leurs lots tous les samedis, à la permanence du Groupe, 5, villa Kreissler, rue de la Reine Henriette, ou s'adresser aux vendreurs du « Lib », le dimanche matin, au marché.

ERMONT

Pour avoir organisé une conférence antireligieuse le 22-1-38, le groupe s'est trouvé en butte à des attaques plutôt déplacées de la « Tribune populaire de Seine-et-Oise », numéro du 5-2-1938. D'abord un mensonge qui n'a trompé personne, car les affiches étaient assez grandes ; le sujet traité par Sébastien Faure était « L'Eglise a menti » et n'avait donc pas de rapport avec l'existence ou la non-existence de Dieu : le nom de l'orateur doit être gênant, car il n'est pas fait mention par les unionistes à tout crin.

Le reproche de division qui paraît nous être adressé ne peut nous atteindre et nous le relèverons même pas pour le retourner à ceux qui, pendant 15 ans, ont semé tant de division dans la classe ouvrière. N'acceptant de l'énoncer de personne, nous entendons mener l'agitation nécessaire à la libération des individus ; nous avons choisi, pour débuter, le domaine religieux, car la réside l'origine des maux dont souffre l'humanité, et que ceux du P.C.F. recherche l'amitié songent à maintenir contre que coûte.

Profitons de l'occasion que nous offre cette attaque pour montrer la dualité de l'international communiste ; pendant que les communistes français commandent tout au moins approuvés par Moscou, tendent la main aux réactionnaires de toujours, nous apprenons que Moscou est en train de reprendre la lutte antireligieuse, non seulement contre les catholiques, mais contre tous les cultes existant en U.R.S.S. D'après les « Izvestia » du 23-11-37 et la « Pravda » du 5-2-38, une exposition permanente antireligieuse vient de s'ouvrir à Leningrad, et l'on achève à Moscou la construction d'un musée central antireligieux. Naturellement, l'édition française de la « Pravda » ne souffre mot d'une telle attitude.

Un bon conseil, camarades communistes : avant de tenir à démontrer le discrédit sur une action que vous reniez, redressez donc le coude révolutionnaire dont vous vous réclamez il n'y a pas bien longtemps ; les méthodes de Basile et de Tartuffe ne conviennent pas aux vrais révolutionnaires. — Le Groupe.

FONTENAY-SOUS-BOIS

Le groupe de Montreuil organisait une réunion, jeudi 24, salle Rouquette, à Fontenay, avec le concours de Gourdin et Coudry. C'est devant environ 70 auditeurs que cette belle conférence « Pourquoi nous ne tendrons jamais la main aux catholiques » s'est déroulée. Il n'y a pas de contradiction.

Provoquons une autre réunion pour avril, où nous inviterons les travailleurs à suivre nos conférences éducatives. — Le Groupe de Montreuil.

L'HAY-LES-ROSES

Groupe local de Propagande et d'Action syndicale

MISE EN GARDE contre le dénommé Balden-berg (Camille), profession : terrassier, qui sous aucun prétexte ne pourra se réclamer de l'organisation « du Comité local » à partir de ce jour 21 février 1938. Nous en reparlerons.

Les membres du Comité local de l'Hay-les-Roses

Le gérant : ROGER COUDRY.

Imprimerie Centrale du Croissant, 19, rue du Croissant, Paris-19.

MONTREUIL

Faisons le point

Que de chemin parcouru par notre groupe depuis janvier 37 ; de nombreux copains sont venus vers nous. Cependant, nous pensons que tous les anarchistes, tous les convaincus n'ont pas encore répondus à notre appel, nous les attendons dans les réunions prochaines.

Parents, qui envoyez vos enfants au confessionnal, dites avec Voltaire : « Qu'au contraire, les prêtres apprennent plus de sottises aux filles, que tous les garçons du quartier ne pourraient leur en faire ». Il en est de même pour les politiciens qui font croire aux masses qu'elles ont une patrie. Au nom de celle-ci on leur fait commettre les crimes les plus atroces, on les fait participer à des massacres collectifs pour des intérêts contraires aux leurs.

C'est à tous ceux qui se prétendent avancés que la patrie n'appartient qu'aux capitalistes et qu'elle représente le bobard le plus dangereux pour le maintien de la paix.

Alerte aux chômeurs

Tout futur chômeur ou chômeuse ayant travaillé, sans arrêt pendant six mois, perd automatiquement sept jours d'allocation de chômage.

Camarades chômeurs, le faubourg est toujours libre, de la Bastille à la Nation ; si ce paroisse ne vous convient plus, j'en ai un autre à vous proposer : Nation, Abattoirs de la Villette, ou de Vaugirard ; plus de « Marseillaise », et plus d'« Internationale », mais le cri de la braise : bœ... bœ... bœ... Vous serez dans votre rôle, et peut-être le Front populaire dégénérera-t-il se pencher sur votre sort. — A. Vallet, ex-couloir, de la cellule 1.143.

PARIS-XX*

Le sous-groupe du XX^e fait savoir qu'une causerie aura lieu, le mercredi 9 mars, 23, rue d'Avron, Brasserie des Nations, sur ce sujet : La guerre est à nos portes. Présence assurée de deux camarades de l'U.A. Nous demandons à tous les copains d'être présents.

CARRIERES-SUR-SEINE

Vendredi 11 mars 1938, à 20 h. 30, réunion au Café du Moulin.

La fête du 20 février a réussi pleinement, au contentement général. Les lots de la tombola sont à la disposition des gagnants, au Café de la Mairie. Liste des numéros gagnants :

139	163	166	235	249	274	284	390
453	471	517	549	559	655	656	778
808	937	1.050	1.071	1.074	1.103	1.164	1.172
1.230	1.357	1.372					

CHAMPIGNY

Le Comité de propagande et d'action syndicale organisait, le samedi 19 février, une réunion intercorporative ; sur près de 3.000 syndiqués de la localité, une soixantaine ont répondu à l'appel. Loin de nous rejouer de ce résultat, nous voulons rechercher les causes et, ainsi, aider les copains syndicalistes qui se dépensent énormément, l'entendent par les copains de la base.

Pourtant, malgré le refus et malgré les flots, nous avons tiré et distribué des tractos annonçant l'interdiction (oh ! évidemment, pas en bruyant : « la police avec nous »), puis nous avons organisé quand même dans un café notre conférence où les exposés des orateurs de l'U.A. furent suivis avec beaucoup d'attention par de nombreux camarades.

Une collecte effectuée à la fin de la réunion sera versée à la S.I.A. pour nos camarades espagnols.

En pensant à ceux-ci je ne puis m'empêcher d'effectuer un parallèle entre eux et les ouvriers conviés au meeting de la Mutualité, le vendredi 25 ; ceux-ci venus par milliers, se trouvaient devant une centaine d'agents, s'en retournaient tranquillement.

Je vénére les révolutionnaires espagnols et je plains les baptisés révolutionnaires du Comité Thaelmann. — André Touron.

VOIX DE PROVINCE

ANTIBES

De mal en pis

Quelle surprise et quel dégoût nous avons éprouvé à la soirée de l'Amitié franco-italienne, à Antibes, où nous avions organisé samedi dernier, salle du Cadran : 1.310, 1.607, 1.693, 1.681, 645, 271, 807, 046, 189.

Les camarades possédant ces billets gagnants peuvent retirer leurs lots tous les samedis, à la permanence du Groupe, 5, villa Kreissler, rue de la Reine Henriette, ou s'adresser aux vendreurs du « Lib », le dimanche matin, au marché.

ERMONT

Pour avoir organisé une conférence antireligieuse le 22-1-38, le groupe s'est trouvé en butte à des attaques plutôt déplacées de la « Tribune populaire de Seine-et-Oise », numéro du 5-2-1938. D'abord un mensonge qui n'a trompé personne, car les affiches étaient assez grandes ; le sujet traité par Sébastien Faure était « L'Eglise a menti » et n'avait donc pas de rapport avec l'existence ou la non-existence de Dieu : le nom de l'orateur doit être gênant, car il n'est pas fait mention par les unionistes à tout crin.

Le reproche de division qui paraît nous être adressé ne peut nous atteindre et nous le relèverons même pas pour le retourner à ceux qui, pendant 15 ans, ont semé tant de division dans la classe ouvrière. N'acceptant de l'énoncer de personne, nous entendons mener l'agitation nécessaire à la libération des individus ; nous avons choisi, pour débuter, le domaine religieux, car la réside l'origine des maux dont souffre l'humanité, et que ceux du P.C.F. recherche l'amitié songent à maintenir contre que coûte.

Profitons de l'occasion que nous offre cette attaque pour montrer la dualité de l'international communiste ; pendant que les communistes français commandent tout au moins approuvés par Moscou, tendent la main aux réactionnaires de toujours, nous apprenons que Moscou est en train de reprendre la lutte antireligieuse, non seulement contre les catholiques, mais contre tous les cultes existant en U.R.S.S. D'après les « Izvestia » du 23-11-37 et la « Pravda » du 5-2-38, une exposition permanente antireligieuse vient de s'ouvrir à Leningrad, et l'on achève à Moscou la construction d'un musée central antireligieux. Naturellement, l'édition française de la « Pravda » ne souffre mot d'une telle attitude.

Un bon conseil, camarades communistes : avant de tenir à démontrer le discrédit sur une action que vous reniez, redressez donc le coude révolutionnaire dont vous vous réclamez il n'y a pas bien longtemps ; les méthodes de Basile et de Tartuffe ne conviennent pas aux vrais révolutionnaires. — Le Groupe.

FONTENAY-SOUS-BOIS

Le groupe de Montreuil organisait une réunion, jeudi 24, salle Rouquette, à Fontenay, avec le concours de Gourdin et Coudry. C'est devant environ 70 auditeurs que cette belle conférence « Pourquoi nous ne tendrons jamais la main aux catholiques » s'est déroulée. Il n'y a pas de contradiction.

Provoquons une autre réunion pour avril, où nous inviterons les travailleurs à suivre nos conférences éducatives. — Le Groupe de Montreuil.

L'HAY-LES-ROSES

Groupe local de Propagande et d'Action syndicale

MISE EN GARDE contre le dénommé Balden-berg (Camille), profession : terrassier, qui sous aucun prétexte ne pourra se réclamer de l'organisation « du Comité local » à partir de ce jour 21 février 1938. Nous en reparlerons.

Les membres du Comité local de l'Hay-les-Roses

Le gérant : ROGER COUDRY.

Imprimerie Centrale du Croissant, 19, rue du Croissant, Paris-19.

MONTREUIL

Faisons le point

Que de chemin parcouru par notre groupe depuis janvier 37 ; de nombreux copains sont venus vers nous. Cependant, nous pensons que tous les anarchistes, tous les convaincus n'ont pas encore répondus à notre appel, nous les attendons dans les réunions prochaines.

Parents, qui envoyez vos enfants au confessionnal, dites avec Voltaire : « Qu'au contraire, les prêtres apprennent plus de sottises aux filles, que tous les garçons du quartier ne pourraient leur en faire ». Il en est de même pour les politiciens qui font croire aux masses qu'elles ont une patrie. Des conférences éducatives sont organisées chaque mois ; la prochaine, le 3 mars, pour sujet la question sexuelle, d'autres suivront, sur l'Anarchisme, le Syndicalisme, etc., par des camarades du groupe et de l'U.A. Prochainement, un cours d'espérance sera organisé : une causerie par le camarade Dumont, sur la langue internationale, aura lieu le 17 mars et suivra les cours.

Aussi, compagnons, venez nombreux à notre réunion publique mensuelle, comme causerie : **La patrie, ce mensonge. Comme la religion, la patrie est l'opium du prolétariat.**

Parents, qui envoyez vos enfants au confessionnal, dites avec Voltaire : « Qu'au contraire, les prêtres apprennent plus de sottises aux filles, que tous les garçons du quartier ne pourraient leur en faire ». Il en est de même pour les politiciens qui font croire aux masses qu'elles ont une patrie. Des conférences éducatives sont organisées chaque mois ; la prochaine, le 3 mars, pour sujet la question sexuelle, d'autres suivront, sur l'Anarchisme, le Syndicalisme, etc., par des camarades du groupe et de l'U.A. Prochainement, un cours d'espérance sera organisé : une causerie par le camarade Dumont, sur la langue internationale, aura lieu le 17 mars et suivra les cours.

Aussi, compagnons, venez nombreux à notre réunion publique mensuelle, comme causerie : **La patrie, ce mensonge. Comme la religion, la patrie est l'opium du prolétariat.**

Parents, qui envoyez vos enfants au confessionnal, dites avec Voltaire : « Qu'au contraire, les prêtres apprennent plus de sottises aux filles, que tous les garçons du quartier ne pourraient leur en faire ». Il en est de même pour les politiciens qui font croire aux masses qu'elles ont une patrie. Des conférences éducatives sont organisées chaque mois ; la prochaine, le

La retraite pour les vieux?

La première qui s'impose est celle des sénateurs

La dictature des vieux

Les vieux se vengent. Ils ne peuvent pardonner à la classe ouvrière les heures de frousse intenses qu'ils ont vécues en juin 1936. Ils ne peuvent oublier qu'ils ont voté des lois sociales — non parce qu'elles représentent un effort vers le mieux — mais parce qu'il craignait pour leurs « postères ». Ils ont maché et remâché leur rancœur, se promettant bien d'avoir « leur revanche » à la première occasion favorable. Et ils croient le moment venu. Leur arrogance présente n'a d'égal que la lâcheté et la servilité dont ils ont fait preuve devant le prolétariat, quand celui-ci, dans un élan puissant, bousculait tout ce qui était lois, préjugés, coutumes.

Ils ont peur, les vieux. Et c'est pourquoi — entre deux stations dans l'hospitalité maisons où d'experts « massueuses » s'essaient à revigorer leurs ardeurs éteintes — ils viennent, avec ce qui leur reste de dents, mordre sur le statut moderne du travail.

Faut-il qu'ils aient tremblé, les vieux ! Et faut-il qu'ils tremblent encore pour croire que ce qu'ils font peut gêner la classe ouvrière !

Ils croient faire une bonne farce en enlevant au statut du travail tout ce qui aurait pu lui donner un « semblant » de caractère social !

Vous avez raison, les vieux. Allez-y, mordez. Escrimez-vous des chichots et des râteliers. N'acceptez pas d'échelle mobile, même tronquée. N'admettez même pas l'ombre d'un contrôle ouvrier. Restreignez les attributions des délégués. Opposez-vous à tout contrôle de l'embauche et du débauchage. Défendez l'autorité patronale. C'est pour ça que le patronat vous paie. Il vous paie bien. Obéissez.

Pour une fois, nous allons être d'accord avec vous.

Nous commençons à être inquiets. Il nous semblerait que les dirigeants de la classe ouvrière ne s'élevaient pas avec assez de vigueur contre ce soi-disant statut moderne, qui nous paraissait surtout consacrer l'asservissement de la classe ouvrière.

Il nous était même arrivé, en discutant entre nous de conventions collectives nationales et du statut du travail d'entendre des camarades nous dire : « Aucune différence entre des conventions qui seront légalisées et un statut qui sera légalisé. »

Ce n'est cependant pas la même chose. Quand le parlement légalise une convention collective, il ne fait qu'enregistrer le résultat d'une lutte qui a opposé patronat et classe ouvrière. Quand il prétend codifier un statut du travail, son but est avant tout d'empêcher la classe ouvrière de lutter contre le patronat.

La convention collective, c'est le résultat de la lutte des classes ; le statut du travail aboutit à la collaboration des classes.

Or tout cela allait peut-être être oublié, s'il n'y avait pas eu les vieux. Ces braves vieux, séniors, bavants, égrotants, jouant au cerceau et à la trottinette pendant les entr'actes du guignol luxembourgeois ; ces braves vieux qui (c'est notre faute) ont évité la caponnier ; qui, devenant plus vieux, deviennent plus bêtes (et même plus bêtes que ça encore, si l'on en croit la chanson) ces bons vieux donc, ont remis tout en question.

Ils ont « torpillé » le projet mirabolant de statut moderne du travail.

Primitivement, tel que l'avait conçu la C.G.T. il aurait peut-être été possible de le faire « avancer » par les masses. Maintenant, tel qu'il va sortir des délibérations parlementaires (et les projets qui se discutent actuellement nous donnent un avant-goût de ce qu'il sera) il sera impossible à n'importe quel dirigeant syndical, fédéral ou confédéral de venir en proposer l'adoption devant une assemblée ouvrière. Le syndicalisme va donc rendre sa liberté d'action. Il va se dégager de l'Union Nationale. Il ne veut tout de même pas que ce soit M. Daladier qui soit chargé d'organiser les loisirs de la classe ouvrière.

Il ne veut de toute manière pas que, sous prétexte d'unions saillantes, les mouvements revendicatifs soient torpillés les uns après les autres. Il y a eu Goodrich. Il y a eu l'Alimentation. Il y a eu les Transports. C'est assez. C'est trop. Déjà les résistances se font jour. Ce sont les mineurs du Nord qui se mettent en grève contre les heures supplémentaires, malgré l'avis de leurs délégués. C'est le Comité Central des Métaux qui est opposé au statut. C'est le bureau syndical des Métaux de la Seine qui donne jusqu'au 10 mars — dernier délai — pour l'élaboration de sa convention.

La classe ouvrière va — enfin — reprendre sa liberté d'action. S'il n'est que temps, il n'est encore pas trop tard.

C'est aux vieux, et à leurs velléités de dictature, que nous le devrons.

Merci les vieux.

CAM.



DANS LES METAUX

Vers l'augmentation du timbre ?

Dans le « Métallo » de février, sous le titre « Encore plus d'avantages à nos adhérents », Castagnier, trésorier du syndicat, pose la question avec tout le doigté nécessaire :

«...Cependant, il y a encore dans notre syndicat quelques camarades qui prennent les statuts au sérieux, et c'est pourquoi nous affirmons que le Conseil central n'était pas qualifié pour prendre position sur une question qui ne peut être tranchée que par un congrès ; l'article 9 des statuts est formel :...

« La cotisation ne pourra être augmentée que par une décision de congrès. »

D'autre part, rappelons qu'au dernier congrès des 3 et 4 juillet 1937, certaines sections ayant posé la question, il fut répondu (par Castagnier), « que l'augmentation du timbre ne se posait pas présentement, que d'ailleurs ce n'était pas à l'ordre du jour, que le syndicat s'arrangerait avec la cotisation actuelle et que si l'augmentation s'avérait nécessaire, la question serait tranchée au prochain congrès. »

Nous sommes prêts à fournir l'effort financier nécessaire, et si la situation du syndicat ne peut attendre la tenue normale du congrès, il faut convoquer un congrès extraordinaire, lequel devra être précédé d'une large discussion dans les sections d'usines. Comme base de discussion : un rapport détaillé sur les dépenses propres du syndicat d'une part et les dépenses nécessaires à la vie des « œuvres sociales » d'autre part.

Ceci non pas pour démontrer qu'il est plus facile d'acheter des châteaux pour une bouchée de pain que d'en payer les impositions et frais multiples d'entretenir... mais simplement parce que les chiffres parus dans le « Métallo » de janvier et février n'ont comme valeur que leur insuffisance. — Pour un groupe de métallos : MERLO.

DANS L'ALIMENTATION LILLOISE

Un ordre du jour pour l'indépendance de la C.G.T. et contre le statut du travail.

« Les conseils syndicaux des syndicats des ouvriers cuisiens du Nord, des employés de l'industrie hôtelière, cafés, restaurant de Lille, réunis en commun le 22 février 1938, sous la présidence du camarade Mijoin, afin d'étudier la situation faite aux travailleurs de l'industrie hôtelière et à la classe ouvrière en général. »

« Constatant que l'attitude de compromis menée par la direction confédérale aboutit à la perte des avantages acquis en juin 1936, tandis que le patronat mène la bataille sur tous les terrains. »

« Protestent contre la position du bureau confédéral à l'égard du statut moderne du travail, tentative d'intégration du syndicalisme dans l'Etat et recherche d'une paix sociale irréalisable dans le régime capitaliste. »

« Soulignent que le projet inclus dans le statut moderne concernant le placement, aboutit à détruire l'œuvre menée depuis cinquante ans par la Fédération de l'alimentation. »

« Regrettent l'abandon par la C.G.T. de son propre plan à l'époque où des forces syndicales en permettent la réalisation. »

« Demandent que la direction confédérale considère davantage l'opinion des organisations de base (syndicats) avant celle des personnalités politiques du Front populaire, que d'autre part elle soit davantage respectueuse de ses propres statuts, notamment concernant son indépendance à l'égard des gouvernements et des partis. »

CHEZ LES PEINTRES

Le Conseil syndical de la corporation a été unanime pour stigmatiser les demandes d'exclusion formulées par certains camarades des sections, contre le signataire de ces lignes, membre du conseil.

Ces camarades dont l'éducation syndicale a été plus ou moins négligée, aveugles par leur sectarisme politique et mis par un esprit droit et intolérant, ne se doutent pas des germes de division qu'ils introduisaient au sein de la

le libertaire syndicaliste

Syndicalisme et nationalisations

Une singulière contradiction caractérise la société capitaliste d'après-guerre : la ruine de l'idéal révolutionnaire du prolétariat, l'inroyable régression de la conscience de classe, et le retour aux utopies les plus déconsidérées, d'une part, et, d'autre part, la nécessité, chaque jour plus impérieuse, d'une révolution qui se proposerait d'harmoniser les institutions sociales et juridiques avec les conditions nouvelles de la production. A l'exception d'une minorité oligarchique, toutes les classes de la société sont pénétrées à des degrés divers, de la nécessité de cette révolution. Or, par son impuissance à imposer ses propres solutions, le prolétariat jouera inévitablement le rôle de dupe dans cette révolution sans révolutionnaires ; et il adopte avec émerveillement des solutions qui eussent fait sourire les militants syndicalistes d'il y a seulement trente ans. L'une de ces panacées, et la plus populaire, est la *nationalisation des industries*.

Nous avons moins l'intention, ici, d'en démontrer le mécanisme que d'en examiner le contenu social et politique en s'en référant à l'expérience, et d'en tirer des déductions du point de vue de la révolution prolétarienne. Et, tout d'abord, comment le syndicalisme français a-t-il pu en arriver à une conception aussi violente contre toutes ses traditions ?

Pendant la révolution de 89, le prolétariat de l'industrie ne constituait qu'un sous-groupe minoritaire au sein du tiers état, et son activité politique était nulle. Mais lorsque, beaucoup plus tard, le caractère de plus en plus féroc de l'exploitation capitaliste et l'aggravation des différenciations de classes firent apparaître la sanglante duperie des « Droits de l'Homme », les prolétaires, impatients de secouer le joug des nouveaux fédouys, et malgré la loi Le Chapelier sur les coalitions, rompirent les liens qui les rattachaient au tiers, et formèrent les premières sociétés de résistance. Inévitablement, et pendant la révolution de 89, le prolétariat de l'industrie ne constituait qu'un sous-groupe minoritaire au sein du tiers état, et son activité politique était nulle. Mais lorsque, beaucoup plus tard, le caractère de plus en plus féroc de l'exploitation capitaliste et l'aggravation des différenciations de classes firent apparaître la sanglante duperie des « Droits de l'Homme », les prolétaires, impatients de secouer le joug des nouveaux fédouys, et malgré la loi Le Chapelier sur les coalitions, rompirent les liens qui les rattachaient au tiers, et formèrent les premières sociétés de résistance. Inévitablement, et pendant la révolution de 89, le prolétariat de l'industrie ne constituait qu'un sous-groupe minoritaire au sein du tiers état, et son activité politique était nulle. Mais lorsque, beaucoup plus tard, le caractère de plus en plus féroc de l'exploitation capitaliste et l'aggravation des différenciations de classes firent apparaître la sanglante duperie des « Droits de l'Homme », les prolétaires, impatients de secouer le joug des nouveaux fédouys, et malgré la loi Le Chapelier sur les coalitions, rompirent les liens qui les rattachaient au tiers, et formèrent les premières sociétés de résistance. Inévitablement, et pendant la révolution de 89, le prolétariat de l'industrie ne constituait qu'un sous-groupe minoritaire au sein du tiers état, et son activité politique était nulle. Mais lorsque, beaucoup plus tard, le caractère de plus en plus féroc de l'exploitation capitaliste et l'aggravation des différenciations de classes firent apparaître la sanglante duperie des « Droits de l'Homme », les prolétaires, impatients de secouer le joug des nouveaux fédouys, et malgré la loi Le Chapelier sur les coalitions, rompirent les liens qui les rattachaient au tiers, et formèrent les premières sociétés de résistance. Inévitablement, et pendant la révolution de 89, le prolétariat de l'industrie ne constituait qu'un sous-groupe minoritaire au sein du tiers état, et son activité politique était nulle. Mais lorsque, beaucoup plus tard, le caractère de plus en plus féroc de l'exploitation capitaliste et l'aggravation des différenciations de classes firent apparaître la sanglante duperie des « Droits de l'Homme », les prolétaires, impatients de secouer le joug des nouveaux fédouys, et malgré la loi Le Chapelier sur les coalitions, rompirent les liens qui les rattachaient au tiers, et formèrent les premières sociétés de résistance. Inévitablement, et pendant la révolution de 89, le prolétariat de l'industrie ne constituait qu'un sous-groupe minoritaire au sein du tiers état, et son activité politique était nulle. Mais lorsque, beaucoup plus tard, le caractère de plus en plus féroc de l'exploitation capitaliste et l'aggravation des différenciations de classes firent apparaître la sanglante duperie des « Droits de l'Homme », les prolétaires, impatients de secouer le joug des nouveaux fédouys, et malgré la loi Le Chapelier sur les coalitions, rompirent les liens qui les rattachaient au tiers, et formèrent les premières sociétés de résistance. Inévitablement, et pendant la révolution de 89, le prolétariat de l'industrie ne constituait qu'un sous-groupe minoritaire au sein du tiers état, et son activité politique était nulle. Mais lorsque, beaucoup plus tard, le caractère de plus en plus féroc de l'exploitation capitaliste et l'aggravation des différenciations de classes firent apparaître la sanglante duperie des « Droits de l'Homme », les prolétaires, impatients de secouer le joug des nouveaux fédouys, et malgré la loi Le Chapelier sur les coalitions, rompirent les liens qui les rattachaient au tiers, et formèrent les premières sociétés de résistance. Inévitablement, et pendant la révolution de 89, le prolétariat de l'industrie ne constituait qu'un sous-groupe minoritaire au sein du tiers état, et son activité politique était nulle. Mais lorsque, beaucoup plus tard, le caractère de plus en plus féroc de l'exploitation capitaliste et l'aggravation des différenciations de classes firent apparaître la sanglante duperie des « Droits de l'Homme », les prolétaires, impatients de secouer le joug des nouveaux fédouys, et malgré la loi Le Chapelier sur les coalitions, rompirent les liens qui les rattachaient au tiers, et formèrent les premières sociétés de résistance. Inévitablement, et pendant la révolution de 89, le prolétariat de l'industrie ne constituait qu'un sous-groupe minoritaire au sein du tiers état, et son activité politique était nulle. Mais lorsque, beaucoup plus tard, le caractère de plus en plus féroc de l'exploitation capitaliste et l'aggravation des différenciations de classes firent apparaître la sanglante duperie des « Droits de l'Homme », les prolétaires, impatients de secouer le joug des nouveaux fédouys, et malgré la loi Le Chapelier sur les coalitions, rompirent les liens qui les rattachaient au tiers, et formèrent les premières sociétés de résistance. Inévitablement, et pendant la révolution de 89, le prolétariat de l'industrie ne constituait qu'un sous-groupe minoritaire au sein du tiers état, et son activité politique était nulle. Mais lorsque, beaucoup plus tard, le caractère de plus en plus féroc de l'exploitation capitaliste et l'aggravation des différenciations de classes firent apparaître la sanglante duperie des « Droits de l'Homme », les prolétaires, impatients de secouer le joug des nouveaux fédouys, et malgré la loi Le Chapelier sur les coalitions, rompirent les liens qui les rattachaient au tiers, et formèrent les premières sociétés de résistance. Inévitablement, et pendant la révolution de 89, le prolétariat de l'industrie ne constituait qu'un sous-groupe minoritaire au sein du tiers état, et son activité politique était nulle. Mais lorsque, beaucoup plus tard, le caractère de plus en plus féroc de l'exploitation capitaliste et l'aggravation des différenciations de classes firent apparaître la sanglante duperie des « Droits de l'Homme », les prolétaires, impatients de secouer le joug des nouveaux fédouys, et malgré la loi Le Chapelier sur les coalitions, rompirent les liens qui les rattachaient au tiers, et formèrent les premières sociétés de résistance. Inévitablement, et pendant la révolution de 89, le prolétariat de l'industrie ne constituait qu'un sous-groupe minoritaire au sein du tiers état, et son activité politique était nulle. Mais lorsque, beaucoup plus tard, le caractère de plus en plus féroc de l'exploitation capitaliste et l'aggravation des différenciations de classes firent apparaître la sanglante duperie des « Droits de l'Homme », les prolétaires, impatients de secouer le joug des nouveaux fédouys, et malgré la loi Le Chapelier sur les coalitions, rompirent les liens qui les rattachaient au tiers, et formèrent les premières sociétés de résistance. Inévitablement, et pendant la révolution de 89, le prolétariat de l'industrie ne constituait qu'un sous-groupe minoritaire au sein du tiers état, et son activité politique était nulle. Mais lorsque, beaucoup plus tard, le caractère de plus en plus féroc de l'exploitation capitaliste et l'aggravation des différenciations de classes firent apparaître la sanglante duperie des « Droits de l'Homme », les prolétaires, impatients de secouer le joug des nouveaux fédouys, et malgré la loi Le Chapelier sur les coalitions, rompirent les liens qui les rattachaient au tiers, et formèrent les premières sociétés de résistance. Inévitablement, et pendant la révolution de 89, le prolétariat de l'industrie ne constituait qu'un sous-groupe minoritaire au sein du tiers état, et son activité politique était nulle. Mais lorsque, beaucoup plus tard, le caractère de plus en plus féroc de l'exploitation capitaliste et l'aggravation des différenciations de classes firent apparaître la sanglante duperie des « Droits de l'Homme », les prolétaires, impatients de secouer le joug des nouveaux fédouys, et malgré la loi Le Chapelier sur les coalitions, rompirent les liens qui les rattachaient au tiers, et formèrent les premières sociétés de résistance. Inévitablement, et pendant la révolution de 89, le prolétariat de l'industrie ne constituait qu'un sous-groupe minoritaire au sein du tiers état, et son activité politique était nulle. Mais lorsque, beaucoup plus tard, le caractère de plus en plus féroc de l'exploitation capitaliste et l'aggravation des différenciations de classes firent apparaître la sanglante duperie des « Droits de l'Homme », les prolétaires, impatients de secouer le joug des nouveaux fédouys, et malgré la loi Le Chapelier sur les coalitions, rompirent les liens qui les rattachaient au tiers, et formèrent les premières sociétés de résistance. Inévitablement, et pendant la révolution de 89, le prolétariat de l'industrie ne constituait qu'un sous-groupe minoritaire au sein du tiers état, et son activité politique était nulle. Mais lorsque, beaucoup plus tard, le caractère de plus en plus féroc de l'exploitation capitaliste et l'aggravation des différenciations de classes firent apparaître la sanglante duperie des « Droits de l'Homme », les prolétaires, impatients de secouer le joug des nouveaux fédouys, et malgré la loi Le Chapelier sur les coalitions, rompirent les liens qui les rattachaient au tiers, et formèrent les premières sociétés de résistance. Inévitablement, et pendant la révolution de 89, le prolétariat de l'industrie ne constituait qu'un sous-groupe minoritaire au sein du tiers état, et son activité politique était nulle. Mais lorsque, beaucoup plus tard, le caractère de plus en plus féroc de l'exploitation capitaliste et l'aggravation des différenciations de classes firent apparaître la sanglante duperie des « Droits de l'Homme », les prolétaires, impatients de secouer le joug des nouveaux fédouys, et malgré la loi Le Chapelier sur les coalitions, rompirent les liens qui les rattachaient au tiers, et formèrent les premières sociétés de résistance. Inévitablement, et pendant la révolution de 89, le prolétariat de l'industrie ne constituait qu'un sous-groupe minoritaire au sein du tiers état, et son activité politique était nulle. Mais lorsque, beaucoup plus tard, le caractère de plus en plus féroc de l'exploitation capitaliste et l'aggravation des différenciations de classes firent apparaître la sanglante duperie des « Droits de l'Homme », les prolétaires, impatients de secouer le joug des nouveaux fédouys, et malgré la loi Le Chapelier sur les coalitions, rompirent les liens qui les rattachaient au tiers, et formèrent les premières sociétés de résistance. Inévitablement, et pendant la révolution de 89, le prolétariat de l'industrie ne constituait qu'un sous-groupe minoritaire au sein du tiers état, et son activité politique était nulle. Mais lorsque, beaucoup plus tard, le caractère de plus en plus féroc de l'exploitation capitaliste et l'aggravation des différenciations de classes firent apparaître la sanglante duperie des « Droits de l'Homme », les prolétaires, impatients de secouer le joug des nouveaux fédouys, et malgré la loi Le Chapelier sur les coalitions, rompirent les liens qui les rattachaient au tiers, et formèrent les premières sociétés de résistance. Inévitablement, et pendant la révolution de 89, le prolétariat de l'industrie ne constituait qu'un sous-groupe minoritaire au sein du tiers état, et son activité politique était nulle. Mais lorsque, beaucoup plus tard, le caractère de plus en plus féroc de l'exploitation capitaliste et l'aggravation des différenciations de classes firent apparaître la sanglante duperie des « Droits de l'Homme », les prolétaires, impatients de secouer le joug des nouveaux fédouys, et malgré la loi Le Chapelier sur les coalitions, rom